

journal d'expressions libertaires

IRL

INFORMATIONS REFLEXIONS LIBERTAIRES

ESPAGNE 36 DECEMBRE 86...



L-1501-71-20 F

DES REVES INACHEVES



ABONNEZ-VOUS

NOM :
 PRENOM :
 ADRESSE :
 CODE POSTAL :
 VILLE :

- Abonnement 5 numéros (1 an) : 90 Francs
- Abonnement 10 numéros (2 ans) : 170 Francs
- Abonnement de soutien (2 ans) : 300 Francs
- Abonnement militant (5 exemplaires pendant 1 an) : 350 Francs
- Souscription :

(Ajouter 10 francs pour abonnement étranger 1 an : 20 francs 2 ans)
 Libeller les chèques à l'ordre de IRL CCP 4 150 95 N LYON
 IRL - 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon
 permanences téléphoniques le jeudi après 20 h 30 au 78 29 28 26.

SOMMAIRE

Anarchistes, unissez vos poils et vos nationalités	p. 3
Histoire d'une grève étudiante	pp. 4 et 5
Anti-kaki : informations antimilitaristes	p. 6
Des mots et des morts	p. 7
Brèves	p. 8
DOSSIER ESPAGNE LIBERTAIRE (1936 - 1939)	
Introduction	p. 9
Quand nous avons aboli l'Etat	pp. 10, 11 et 13 à 15
Pour une vision claire de la collaboration gouvernementale anarcho-syndicaliste	p. 12
Bibliographie	p. 15
La CNT dans les publications soviétiques	p. 16
L'anarcho-syndicalisme doit continuer (CNT-AIT)	pp. 17 à 20
Un syndicat fort et responsable (CNT Renovada)	pp. 21 à 23
Journées internationales sur la pédagogie libertaire	pp. 23 à 25
Libertaires et communistes au Portugal (1926 - 1986) - Mémoires pour un présent difficile	pp. 26 à 30
Colloque : le syndicalisme révolutionnaire	p. 31
Contre la bagnole	pp. 32 et 33
Réflexions sur l'éducation	pp. 34 et 35

ANARCHISTES, unissez vos poils et vos nationalités

ans doute, les événements de fin novembre et début décembre ne sont-ils, vus sous un certain angle, qu'une parenthèse, maintenant refermée, au soulagement quasi-général. Soulagement des politiciens de tous bords qui sentaient les choses leur échapper. Soulagement même, des étudiants et lycéens, peut-être effrayés de ce qui s'était déclenché parmi eux, et comme malgré eux. Il ne s'agirait alors que d'une brusque flambée, une espèce de trop plein qui, s'échappant, permettrait que se rétablisse un équilibre un instant rompu.

Donc, tout va rentrer dans l'ordre: les lycéens et étudiants vont étudier, les professeurs vont professer et sélectionner, puisque, dans la logique du système, c'est indispensable, les politiciens vont gouverner, les flics vont matraquer. Dans quelques années, sans doute, on verra certains des plus ardents d'hier aux postes de commande, peut-être même dans la police. Cela s'est déjà vu.

Un rêve, donc, qui laisse au réveil une vague nostalgie, et aussi un étrange malaise, dû à ce qu'il s'est interrompu trop tôt.

Peut-être. Mais ce serait une illusion d'imaginer que les rêves ne laissent aucune trace. Nous avons beau tout faire pour en chasser le souvenir, et parfois y parvenir, il en demeure quelque chose d'entêtant qui, par éclairs, nous fait percevoir le caractère illusoire de nos quotidiennes activités répétitives.

Il est des choses qui ne s'oublient pas. Aussi éphémères qu'ils soient, les instants pendant lesquels autre chose a été vécu qui nous a permis de nous sentir plus heureux, plus riches, plus en communication avec les autres, restent indélébiles.

Malgré le silence de l'histoire officielle, «le jour où nous avons aboli l'Etat» reste inoubliable. Que ce bonheur et cet espoir soient insupportables à l'ordre officiel, cela est prouvé à l'évidence par le caractère ouvertement terroriste que l'Etat prend à ces moments. Les bavures et les manipulations policières ne datent pas des manifestations, mais il a fallu celles-ci pour que des millions de gens prennent conscience de ce qu'elles étaient intolérables. «Plus jamais ça!»... Pourvu qu'ils s'en souviennent, maintenant que l'«ordre» est rétabli... J'écris ailleurs que Pasqua est une ordure. Qui oserait maintenant en douter? Mais sa personne, aussi répugnante soit-elle, n'est pas seule en cause, il n'est que le serviteur d'un système. Un autre aurait peut-être mis plus de nuances dans l'imbécillité, mais, fondamentalement, la réponse de l'Etat ne pouvait être différente.

Faut-il l'avouer? Nous, «anarchistes de tous poils et de toutes nationalités», et fiers de l'être, surtout à cause des poils, étions bien dans l'incapa-

cité de manipuler qui que ce soit. Comme les autres, nous n'avons rien prévu, rien compris. Nous avons participé, à la mesure de nos moyens, et là où nous étions, à ce que nous ressentions comme essentiellement libertaire.

On a comparé ou opposé 86 et 68. C'est possible. Mais le lien le plus évident réside dans ce caractère de rêve interrompu, repris de façon imprévisible, des années plus tard. 36 — 68 — 86. C'est fondamentalement différent, mais c'est aussi le même espoir. Et ce qui est important, aussi, c'est qu'entre temps, les choses aient changé.

Rien ne pourra être tout à fait comme avant. Mais je ne sais pas ce qui, dans ces changements, s'intégrera dans une récupération, et ce qui sera de l'ordre d'une rupture radicale. Que restera-t-il de la contestation du caractère sélectif du système éducatif et de son élitisme? De ce désir d'auto-organisation et de la constatation qu'elle était possible? De l'accession au pouvoir et à la rue des mineurs que leurs parents ont tenté en vain de récupérer en les soutenant?

Déjà, j'imagine, les sociologues se penchent sur ces questions et tentent d'élaborer les moyens qu'utilisera l'Etat pour en tirer profit. Comme après 68, là, c'est vrai.

Mais ce goût indéfinissable d'une saveur trop brièvement effleurée restera comme une entêtante obsession. Il faudra y revenir un jour, en mieux apprécier le bonheur, en découvrir d'autres, peut-être.

Ce rêve inachevé, enfin, il faudra bien le poursuivre...

Alain - IRL



(photo Chantal Brun)

Histoire d'une grève étudiante

Gomment, dans une ambiance globalement «apolitique», ou plutôt «dépolitisée», a pu se déclencher une grève étudiante quasi-générale sur toute la France pendant trois semaines?

Le projet Devaquet sur la réforme des universités, plus ou moins connu dès le printemps dernier, était passé discrètement en première lecture à l'Assemblée Nationale durant le mois de juillet 1986, puis au Sénat à l'automne (avant la rentrée universitaire). C'est à ce moment que les étudiants (principalement autour de l'UNEF-ID, de tendance PS, saupoudrée trotskiste) ont commencé à réagir. Cette réaction est essentiellement due aux nombreux amendements qu'y ont apporté les sénateurs, visiblement moins radicaux que leurs collègues députés. L'opposition de la droite sénatoriale portait principalement sur les points suivants :

- les droits d'inscription librement fixés par chaque université auraient été désormais fixés sur une échelle plafonnée et régulée par un indice (de 1 à 2) encadrant donc l'augmentation dans une

fourchette de 400 à 800 F (sans compter la sécu) ;

- les bacheliers laissés en plan par la sélection à l'entrée des facultés ou arrivés trop tard aux inscriptions auraient pu (selon les rectifications du Sénat) trouver une place car chaque recteur d'académie est tenu de placer individuellement tout bachelier réclamant une entrée à l'université.

Ces amendements ont donné lieu à des débats houleux au sein des partis de droite, et ces débats, étalés de façon détaillée dans la presse, ont alerté les étudiants sur ce qui se préparait. Et peu furent ravis des perspectives que ce projet, même amendé, leur promettait.

Le retour à l'Assemblée fin novembre du texte de loi ne pouvait pas passer inaperçu en pleine année universitaire. Nouveaux amendements proposés par la droite pour réduire le projet :

- l'échelle des droits d'inscription passerait de 1 à 3 ;
- les recteurs ne pourraient imposer aux universités le surplus des bacheliers car ce serait empiéter sur leur indépendance ... tant pis pour eux !

"MARTIN, POURQUOI Y SE
MARRENT LES MANIFESTANTS?"
"J'SAIS PAS CHEF !!!"



Trop c'est trop! Après le peu de succès de la journée de grève appelée par l'UNEF-ID le 21 octobre (journée d'action de la fonction publique), le mouvement semble prendre naissance le vendredi 21 novembre, la fac de Villetaiseuse (Paris) se met en grève sous l'impulsion de l'UNEF-ID, le lendemain, des états généraux des étudiants appelés par l'UNEF-ID sortait une motion nationale d'appel à la grève des étudiants. Dès le lundi, à Lyon II et Lyon I, des étudiants faisaient débrayer les cours. Un tract reproduisant (partiellement) la motion des états généraux a suffi pour que tout s'arrête. Progressivement, dès le lundi, se sont mis en place des comités de grève et des comités de liaison inter-facs, regroupant Lyon I, Lyon II Bron, Lyon II quais, l'IEP (Institut d'Etudes Politiques) puis Lyon III la Doua et quais (pour la première fois, bravant les terroristes de pacotille du GUD et de l'UNI, clancins et autres joyeux lurons (cf. IRL 70), Lyon III a voté la grève). Puis le mouvement, très vite, a fait tâche d'huile sur les lycées. D'abord, d'un élan solidaire envers les étudiants (et sur la base de la sélection), puis très vite, après la découverte d'un projet discret sur la réforme des lycées, leur mécontentement s'est porté sur ce que Monory leur réservait.

C'est ainsi que le jeudi 27 novembre, 38 000 personnes, (chiffres officiels des renseignements généraux) défilaient dans les rues de Lyon et plus de 500 000 nationalement, du jamais vu pour beaucoup d'étudiants, de lycéens, et pour d'autres raisons pour les adultes, professeurs, politiques de tout acabit.

Comment expliquer un mouvement d'une telle ampleur dans une tranche d'âge de la population qui n'a connu aucun mouvement contestataire depuis février 1981? Comment près d'un million d'étudiants ont-ils pu s'organiser, et quelle était l'ambiance générale? Voici des questions auxquelles seuls des témoins directs peuvent répondre tant tout ce qui s'est dit ou passé sort de l'habituel (et encore il nous faudra bien quelques mois avant de bien saisir la portée d'une telle évolution).

Le mot d'ordre général : apolitisme — ne pas parler du gouvernement, ni de droite, ni de gauche, ni du centre. Rien. Le mot CAMARADE est hué, banni, etc... le mot syndical aussi — même pour dire que la salle de réunion se trouve à côté des locaux syndicaux... c'est dire. De plus, les mots d'ordre, textes de tracts, badges et slogans doivent rester dans un cadre strictement corporatiste. Les groupuscules gauchistes se cassent les dents sur la récupération, le PCF aus-

si : comme à son habitude il essaiera de casser cette grève qu'il ne contrôle pas et qu'il ne peut pas contrôler de toute façon. Seul le PS tapi sous l'UNEF-ID arrive à tirer ses billes, et encore bien maigres. Ce syndicat choisit dès le début de se mettre à la remorque du mouvement afin de «respecter» la volonté générale; en fait cette attitude traduisait un changement de tactique: appeler à la grève, tous derrière le panache de l'UNEF-ID menait à l'échec. Mieux valait alors investir les comités de grève afin de «bien les orienter». Si l'apolitisme a un côté positif c'est bien cette volonté de ne pas être récupéré par un parti quelconque mais de constituer un mouvement propre, autonome, auto-organisé. Et il faut dire que le souci de démocratie directe, de contrôle des délégués à toujours été permanent malgré des périodes de confusion dues aux difficultés à s'organiser inhérentes à tout mouvement neuf. L'apolitisme a aussi un aspect négatif: un état de fait qui pose des problèmes d'analyse des enjeux posés par le mouvement. Car on ne peut remettre en cause une loi sur l'éducation sans parler de l'idéologie que le soutient, c'est un problème de société qui est mis en avant; l'apolitisme n'a pas fait long feu, il a éclaté surtout dans les faits après la répression de la manif du jeudi 4 décembre. Après les matraquages la politisation a fait un bond énorme, c'était bien toute une politique qui était visée. On est alors passé du cadre universitaire pour passer aux problèmes du service public, des libertés. Car il faut bien le reconnaître, le mouvement est à replacer dès le début dans un contexte de ras-le-bol contre la «nouvelle» politique libérale. C'est la goutte qui fait déborder le vase. La réforme de l'université a été le révélateur d'un malaise général, mieux, d'un refus.

Les leçons du mouvement: un grand nombre d'étudiants se sont investis dans la grève, ils ont vécu une expérience très enrichissante; ils ont réalisé qu'on pouvait créer un mouvement à impact considérable. Le gouvernement a reculé, tout son programme de mesures réactionnaires est remis en cause, une catégorie sociale a dit non, les autres ne vont-elles pas en faire autant? Le mouvement étudiant a porté un coup d'arrêt au néolibéralisme et a permis de réaliser que l'on pouvait encore créer des mouvements sociaux, des mouvements d'opinion au poids décisif. Au niveau des lycées, quasiment pas politisés, une génération s'est formée à la grève. Elle s'est véritablement auto-organisée, même si tout n'a pas toujours été très clair. Les lycéens affichaient à la fois des revendications très «naïves» (apolitisme) et très sociales (refus d'une université du fric). L'avenir nous dira si cette génération pourra jouer un rôle moteur dans les mouvements sociaux futurs.

*Comité d'Action Libertaire
(Lyon)*



Manifestations étudiantes à Lyon

(Photos Chantal Brun)

ANN KAKI

La fête continue, serait-on tenté de dire avec la rage au cœur. La fête aux antimilitaristes, bien entendu. Acharnement sur Bernard Jaudon, radié de l'Education Nationale. Acharnement sur les copains qui passent en procès, qui trinquent pour la plupart. Avec la disparité habituelle, toujours dénoncée. A Lyon, les jugements seraient plutôt cool. Ailleurs, ça pleut! Pourquoi? Posez pas des questions stupides. Rompez!

Côté désespérance, c'est *Objections* qui s'arrête. Pour les «vieux», qui ont vécu au rythme de l'épopée de l'ex-bulletin des CLO, c'est quand même un coin de la liberté qui se barre... Mais il reste encore des antimilitaristes, soyez rassurés. Et ils ne chôment pas dans les jours à venir... La «justice» pense à eux. Quant à Pasqua, Pandraud et Giraud, eux, ils ne passeront pas en procès. Sont en règle avec le Service National. Soyez sans crainte...

Jean-Michel

OBJECTIONS, C'EST FINI

Quelques extraits de leur dernière lettre, c'est plus simple :

(...) l'avis de décès d'*Objections*. Non pas d'agonie foudroyante, avec enterrement en grande pompe, mais mort de maux insidieux qui ont rongé peu à peu la vitalité de ceux qui voulaient donner une raison d'être au journal en tant que lieu d'échange. Peu ou pas de contributions extérieures: inutile, donc, de continuer à fonctionner en vase clos, (...).

(...) Mais en ces temps de répression où le journal aurait d'autant plus atteint son but et son objectif d'information et de lutte, il est clair que son rayonnement diminue. Période morose qui porte en elle des complémentarités déchirantes: pas de dynamisme dans le milieu antimilitariste, trop peu de personnes pour donner souffle, vie et raison d'exister au journal.

(..) Ce ton est un peu triste, certes, comme lorsqu'on laisse quelque chose qui nous tenait à cœur, mais le bilan n'est quand même pas négatif (...). Le répondeur antimilitariste (16.1.43.03.62.03) fonctionne bien, semble utile, pratique et efficace. *Objections* continue en quelque sorte, sous la forme du répondeur servant de relais en attendant de trouver d'autres modes d'information et de communication. (...)

Voilà. Comme, à IRL, nous sommes d'irréductibles optimistes, nous souhaitons bon vent à tous ceux et à toutes celles qui ont ramé autour du canard, en attendant un nouveau départ.

BERNARD JAUDON INTERDIT PROFESSIONNEL

Eh oui, nous y voilà. Si d'aucuns croyaient encore à un apaisement, c'est raté. Faisons le point sur ce mauvais feuilleton:

Jeudi 4 décembre, les nouvelles sont plutôt bonnes: Bernard est remis en liberté, grâce à un arrêt qui annule le mandat de dépôt. Quelques émotions en sortant, car les gendarmes l'ont confondu avec un témoin de Jéhovah... et ont voulu remettre notre copain en taule. Heureusement, ça s'est bien terminé. Par contre, le 8 décembre, la douche froide est arrivée, sous forme d'une lettre datée du 3 annonçant à Bernard sa radiation. Maître De Felice se charge de trouver toutes les failles exploitables, les anomalies (pas de commission paritaire, etc...). Le SNI et le SGEN de Saône-et-Loire sont déjà intervenus. Reste qu'il faut faire vite. Alerte vos propres sections syndicales. Prenez votre plume pour demander la réintégration de Bernard Jaudon à:

— Rectorat de Dijon
51 rue Monge
21 033 DIJON (tél. 80 41 81 14)

— Ministre de l'Education Nationale
110 rue de Grenelle
75 007 PARIS (tél. 45 50 10 10)

et, pourquoi pas, à Mitterrand, à votre député, à votre concierge, etc... Bref, faites connaître l'affaire. Seule une mobilisation massive peut enrayer l'irréversible.

Et puis, faut bien parler de sous: la campagne de soutien est (déjà) très chère, et Bernard n'a plus de salaire. Le comité de soutien à Bernard Jaudon propose un soutien de 20 F par mois pendant 6 mois, sous forme de prélèvements automatiques. Les formulaires peuvent être obtenus au «Comité de soutien à Bernard Jaudon»:

c/o CEP
BP 5006

69 241 LYON CEDEX 1
CCP 101377R LYON
libellé au nom de:
Karagiannis Fernand

Pour finir, reprenez de suite la soirée du 10 janvier (87...); un banquet sera donné, en soutien à Bernard Jaudon, au Centre Pierre Valdo à Lyon (176 rue P. Valdo, Lyon 5ème, bus 30 départ place Bellecour). Participation minimum: 50 F. On peut s'inscrire à la librairie La Gryffe, ou bien auprès d'IRL, qui transmettra...

Et n'oublions pas l'acharnement contre Jaudon: quand vous lirez ces lignes, il sera passé en appel à Dijon, à 14 h, le 18 décembre. Iront-ils jusqu'à le remettre en taule?

LES OBJECTEURS, CA CONTINUE

... de passer en procès. Et à Lyon, z'ont rien trouvé de mieux que de faire de l'alpinisme, suspendus au-dessus de la Saône. Après le procès de Luc Laurent et Bruno Faure, qui a rempli la salle du tribunal d'antimilitaristes, et qui a vu un jugement plutôt favorable (refus du retrait de statut, et prison avec sursis), ils se sont lancés dans le vide, à deux, pendus à une corde et une banderole «Halte à la répression des objecteurs». Une cinquantaine de personnes était là. Pas mal pour un jeudi après-midi! Une action spectaculaire qui a reçu un bon écho dans la presse. Lyon a ses traditions... Malheureusement, 120 km plus au nord, à Châlons sur Saône, c'est pas la même chanson.

COURTES, MAIS TRISTES:

- *Frédéric Arenou*, objecteur insoumis, repasse en procès le 11/12/86, 10ème chambre correctionnelle de Paris.

- *Serge Leroux*, objecteur insoumis, relaxé à Rennes pour délit non constitué, a reçu un nouvel ordre de route au service civil.

- *Gilles Moreau*, objecteur insoumis, a pris en appel à Rennes: 8 mois fermes, retrait du statut, et 10 ans de privation des droits civiques. Un privilégié...

- Les copains de Leroux, qui sont passés en procès (collectif) à Rennes avec lui, ont pris 4 mois fermes, assortis du retrait du statut. Ils font appel. Rennes, quel pied!

- *N'oubliez pas non plus:*

Bruno Poirier, insoumis total en taule, Maison d'arrêt, Ecrou 22 255, cellule 417 17, rue de Chouiney 33 170 GRADIGNAN

Joël Thimeurs, toujours à l'ombre, mais qui a changé d'adresse: Maison d'arrêt 10 rue du Général du Parge 14 000 CAEN

Et désolé pour les oubliés, par manque de place, ou par manque d'informations...

Des mots et des morts

J'ai, ici même, suffisamment critiqué la lutte armée, l'enchaînement auquel elle participe et qu'elle développe, au même titre et sur le même terrain que l'Etat contre lequel elle prétend lutter, pour que l'on ne puisse m'accuser de complaisance à son égard.

Mais, grouper, sous le même terme de terrorisme, toute action violente quelle qu'en soit la nature, relève de la malhonnêteté intellectuelle et de la manipulation politique. Il n'y a évidemment rien de commun entre un attentat aveugle qui vise à terroriser toute une population et à la prendre en otage, à s'en servir comme d'une masse de manœuvre, et un attentat ciblé qui vise un bâtiment ou une personne déterminée. La mort de Carrero-Blanco fut un bienfait pour l'Espagne et il est tout à fait regrettable que Pinochet ait échappé à l'attentat qui le visait. Dans ces deux cas précis, ces morts en ont, ou en auraient empêché beaucoup d'autres. Il n'est pas certain que la situation politique en France aujourd'hui ait quelque chose de comparable, et je ne souhaiterai pas d'autre mal à Pasqua que de tomber dans ses escaliers; je n'irais alors pas le voir à l'hôpital.

Si la mort d'un individu, dans un processus historique donné est parfois inévitable, voire souhaitable, elle ne peut jamais être un but en soi, ni une solution à un problème, ni même son ébauche. La vie me paraît, en soi, quelque chose de si éminemment respectable que je refuse qu'on la joue à si bon compte, dùt-elle se réfugier dans la peau d'une ordure. Tuer, même un Pasqua, est quelque chose de grave.

Et puis, finalement, autre chose de bien plus personnel me fera refuser de faire l'apologie du meurtrier «justicier». Etant moi-même, et à jamais, incapable de tenir un revolver, je me vois mal encourager d'autres à le faire à ma place.

Bon, ceci étant posé, je dois avouer que la mort de Georges Besse ne m'a pas affecté outre mesure. C'était un PDG, un autre prendra sa place qui fait partie de la même frange de population. Par destin ou par choix, de cette frange je n'en ferai jamais partie et le risque de mourir *parce que* PDG est donc, pour moi, assez réduit. Je ne pense pas être seul dans ce cas. Par nature ou par raison, il y a beaucoup de risques encourus par d'autres personnes qui représentent pour moi une menace plus réelle. Les 101 Maliens, et tous les autres, qu'on expulse, par exemple. J'ai beaucoup plus de probabilités de me retrouver un

jour dans la peau d'un étranger indésirable que dans celle d'un PDG. Là non plus, je ne suis pas tout seul. On parle beaucoup de reconversions économiques et beaucoup de gens se sont trouvés contraints de quitter une région où ils avaient des attaches, poussés par la simple nécessité de survivre. Ce n'est pas tout à fait des expulsions, mais ça y ressemble, et ça relève de la même logique.

Si quelque chose doit me terroriser, c'est bien cette logique, et toutes les menaces qu'elles implique. La menace, par exemple de mourir des suites d'une explosion nucléaire, voire d'un accident de circulation, voire, tout simplement, d'ennui.

Tout cela est bien banal. Je suis donc, d'une certaine façon, comme tout le monde. Et tout le monde, ayant peu de chance d'être PDG, est forcément plus ému par la mort d'un Libanais anonyme qui ne sait même pas pour qui il peut bien faire le sacrifice de sa vie, que par celle d'un PDG. Le moindre fait divers soulève plus d'émotion, parce qu'il touche des gens qui nous sont virtuellement plus proches. Mais ça, ça ne fait pas l'affaire de l'Etat, pour qui il importe que chacun vive concrètement le terrorisme afin de lui confier entièrement et aveuglément sa défense. Alors, Georges Besse, PDG, on coupe, c'est pas bon. Ce qu'il importe de donner en pâture au bon peuple, afin qu'il soit bien terrorisé, c'est une autre image, celle d'un monsieur affable, serviable, bon père de famille. On ne saurait trop conseiller aux futurs terroristes de resserrer le créneau de leurs futures cibles et de choisir des PDG particulièrement atrabiliaires et de préférence pédés.

Et puis la question de la personnalité des victimes, on pourrait peut-être se la poser aussi avant. Avant de fabriquer les armes, par exemple (et, sauf erreur, Georges Besse a aussi été PDG d'une usine d'armements), avant de les vendre, aussi. Après, qu'elles tombent sur le pire des salauds, ou sur un ange de vertu, c'est un peu juste pour y réfléchir. Les bombes d'Amérique Latine et du Proche-Orient ne font pas de détail. Et pour fabriquer, il faut vendre, pour vendre, il faut que les armes soient utilisées. Tout ça c'est logique. La mort d'un PDG, au même titre que celle d'un anonyme paysan libanais, c'est une forme de lutte contre le chômage.

Alors, si quelque chose doit me terroriser, c'est cette logique-ci, la menace qu'elle fait planer sur moi et sur tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, me ressemblent. L'atmosphère de méfiance généralisée, de normalisation à outrance, d'appel à la délation qui se développe, m'inquiète beaucoup, me terrorise, si on veut. C'est peut-être cela que Pasqua appelle «terroriser les terroristes», c'est peut-être angoisser tous ceux qui ne suivent pas le droit chemin, tous ceux qui n'adhèrent pas pleinement à l'idéologie et au mode de vie dominants; tous ceux également qui en sont exclus parce qu'ils ne sont pas assez forts; tous ceux dont les pensées, les désirs, ou la vie dévient de ce qui est «convenable».

Alors oui, je crois qu'il faut nous mobiliser contre le terrorisme et que nous sommes suffisamment nombreux à nous sentir menacés pour pouvoir le faire.

Alain



BREVES

EXPULSION DE PABLO VIVANCO

Paul était un militant de Herri Batasuna, la représentation politique du peuple basque; il avait été candidat à la mairie de Bilbao en tant que conseiller municipal. C'est en tant que militant de Herri Batasuna qu'il a été arrêté six fois par les flics espagnols et torturé six fois. Ainsi le 4 juin 1981 il est transporté à l'hôpital de Bilbao à la suite d'une arrestation et les médecins de garde dénoncèrent les marques de tortures qu'il portait. Le 20 novembre 1983, conduit à l'hôpital de Basurto après une nouvelle arrestation, le certificat médical diagnostiquera une forte commotion cérébrale. Sentant venir une prochaine arrestation, il se réfugie en France ainsi que son frère. Il fera une demande d'asile auprès de l'OFPPA. Le 21 mars 1985, devant le silence de l'OFPPA il présentera un recours devant la commission des réfugiés le 24 juillet 1985 (recours rejeté le 10 juillet 1986). Comme pour tous les nouveaux demandeurs d'asile basques depuis 1984, les 16 départements du Sud-Ouest et les six de Bretagne lui étaient interdits. Il s'était donc fixé dans le Var à Cuers. Son permis de séjour lui était régulièrement renou-

velé, le dernier en date du 28 octobre.

Paul assumait sa condition d'exilé en informant sur les raisons de son exil par des émissions sur des radios libres et la participation à des soirées d'information sur le droit d'asile. Il a été arrêté le lundi 3 novembre à Cuers et extradé en vertu de la loi d'urgence absolue.

Paul un terroriste? Tous ceux qui le connaissent et le voyaient ne peuvent avoir aucun doute à ce sujet. Frappé par une polio dans son enfance, il en a gardé des séquelles qui l'handicapaient pour marcher. Paul était dangereux, oui, dangereux dans le sens où il parlait de son pays, de la réalité de celui-ci, des commissariats où l'on torture et l'on tue, de l'armée qui occupe son pays. (...)

C'est pour vous dire que nous allons continuer ce travail d'information qu'il avait entrepris et que nous n'oublions pas Paul, comme nous n'oublions pas les copains emprisonnés à Herrera de la Mancha ou dans d'autres prisons de l'Etat Espagnol, nous n'oublions pas les morts comme Zabalza, nous n'oublions pas les copains exilés.

Yves

67 RUE DES VIGNOLES, C'EST GAGNE JUSQU'AU 31 MARS.

Rappel :

A la suite de l'incendie de l'hôtel meublé, place de la Réunion, le 3 octobre au matin (1 mort, 2 blessés graves), les familles investissent l'immeuble situé au 67 rue des Vignoles le 2 novembre (réquisition populaire), face à l'absence totale de proposition de logement par la mairie.

La société Kapa, propriétaire, marchand de biens et spéculateur, assigne en justice, le 22 novembre, les occupants afin de les faire expulser dans les plus brefs délais avec l'intervention minutée du préfet de police et de ses services.

Grâce au soutien des habitants, des écoles du quartier, de la paroisse et des services sociaux, du Secours Catholique, du Parti Communiste, des Compagnons d'Emmaüs et d'autres encore, le 2 décembre, le juge accorde un délai à l'expulsion jusqu'au 31 mars.

Sauvés, 26 enfants et 35 adultes, habitant le 67 rue des Vignoles passeront l'hiver à l'abri.

Maintenant, la vie collective s'organise au sein de l'immeuble, et ses occupants souhaitent vivre en harmonie avec le quartier.

Pour soutenir l'occupation une association s'est créée: **Un Logement D'abord**. Celle-ci a pour but d'agir concrètement sur le problème des sans-abris ou en passe de l'être.

Projets :

- Editer un bulletin sur les problèmes du logement ;
- préparer une fête de soutien dans le quartier pour cet hiver ;
- et surtout, obtenir le logement des familles dans des conditions décentes.

Nous attendons votre aide et participation.

Permanence: tous les dimanches de 11h à 13h à la boutique du 67 rue des Vignoles.

Soutien financier urgent : ARE - pour Un Logement D'abord - 18 rue de Monte-Cristo, 75020 PARIS.

Il nous manque encore des radiateurs, des couvertures et des lits pour les enfants. Nous remercions les personnes qui nous en ont déjà apporté.

Quelles associations seraient intéressées pour exercer leurs activités dans les boutiques disponibles?

Contact: 43 71 21 72

**Un Logement D'abord
Collectif des occupants du 67**

- Incendie rue Tlemcen, 10 morts dont 4 enfants, 3 incendies en 3 mois, ça suffit (Gambetta, Réunion, Tlemcen).

- Une manifestation de mille personnes, lundi s'est déroulée devant le mairie du XXème, afin que les familles des 3 sinistres soient relogées décemment et que la vérité soit faite.

- Vénissieux, les Minguettes, une famille de 5 enfants est expulsée violemment par la police à la veille de la période d'hiver. Pris de colère, les jeunes du quartier se sont affrontés avec la police. L'un d'eux a été inculpé.



POUR QUE LE PROJET RADIO DE JOËL FIEUX VIVE

Joël Fieux est mort... le 28 juillet dernier au Nicaragua. Il a été assassiné dans une embuscade tendue par la «contra» - la contre-révolution financée et armée par REAGAN.

Il avait 28 ans. Originaire de Lons-le Saunier (Jura), nous l'avons connu à Lyon où il vécut de 1977 à 1980. Certains d'entre nous l'ont revu aussi au Nicaragua. Il était notre ami.

Nous avons décidé de rassembler les lettres qu'il nous a écrites et les cassettes qu'il nous a envoyées dans une plaquette.

Nous avons voulu lui rendre la parole, pour garder présente cette part de Joël, qui est la nôtre parce que nous avons vécu en commun, et que nous aimions.

Au moment où il est mort, Joël était en train de mettre en place un réseau radio sur onde courte dans la sixième région du Nicaragua. Le but de l'opération était de permettre aux villages isolés de demander l'aide de l'armée sandiniste en cas d'attaque de la «contra».

C'est pour toutes ces raisons que nous lançons une **souscription**.

Chaque part s'élève à **100 F**.

Ainsi, nous pourrions acheter un **émetteur d'ondes courtes** (ceux que préconisait Joël valent 18 000 F) et participer pour moitié à l'édition de cette plaquette avec l'Atelier de Création Libéraire.

Nous donnerons ainsi une continuité à ce qu'avait entrepris Joël. Voilà. Vous savez tout. Alors, à **vos porte-monnaie**.

D'avance, merci.
Chèques libellés à l'ordre de D. Colson à envoyer à: A.C.L.R., 13 r. Pierre Blanc, 69 001 LYON.

SANDOZ, BONJOUR LES DEGATS !!!

Sandoz néglige la sécurité et cache l'information. Sandoz doit être sanctionné! Boycottons les produits Sandoz qui ont un équivalent.

Greenpeace, 3 rue de la Bûcherie, 75005 PARIS

Greenpeace lance aussi une campagne contre le massacre des kangourous en Australie (peaux exportées). Ecrire au premier ministre australien.



(Photo Initiative, droits non réservés)



E S P A G N E L I B E R T A I R E 1 9 3 6 / 1 9 8 6

Je suis allé en Espagne cet été pour me rendre compte de l'état du mouvement anarchiste et libertaire cinquante ans après la révolution libertaire qui enflamma le territoire ibérique pendant trois ans (1936 - 1939). Aujourd'hui il ne resterait de cette révolution dans l'esprit des gens que les atrocités «qu'il faut oublier», dit le gouvernement, «car désormais tous les Espagnols doivent oublier les violences des deux parties et penser que la réconciliation de fait a été sanctionnée par l'approbation par voie référendaire de la nouvelle constitution». En fait, on essaie officiellement de cacher les réalisations libertaires de cette période. Nous, par contre, après l'interview de Fontaura publiée dans le n. 68, nous continuerons à vous proposer des articles susceptibles de vous apporter des éléments pour mieux comprendre les événements d'hier («Quand nous avons aboli l'Etat») et pour mieux comprendre la réalité d'aujourd'hui.

C'est dans cet esprit que j'ai interviewé un militant de chacune des deux CNT (s), héritières de ce syndicat CNT qui était majoritaire avec plus d'un million d'adhérents en Espagne en 1936. Ces deux CNT représentent à l'heure actuelle les seules structures anarchosyndicalistes dans le monde (avec le S.A.C. en Suède) qui aient une réelle implantation dans des luttes et un nombre d'adhérents significatif. Je ne sais pas si vous pourrez à partir de ces lectures bien comprendre le pourquoi de l'existence de ces deux structures et de leurs divisions, mais j'espère que ces textes vous permettront de ne pas rester sur de vagues idées préconçues à ce sujet.

J'avais aussi interviewé une militante de la coordination Mujeres Libertarias, un groupe de punks qui gèrent un café («Voltaire») au centre de Barcelone, un copain de l'Ateneo Poble Sec, un groupe de femmes en lutte, etc. Mais nous sommes dans l'impossibilité de vous en offrir les transcriptions dans ce numéro, par manque de temps. Nous vous proposons aussi toutefois l'interview d'un militant (de la CNT Renovada) organisateur des journées sur la pédagogie libertaire qui se sont déroulées en juillet dernier à Valencia.

Enfin, je ne suis ni enthousiasmé ni déçu du voyage. Les contacts que j'ai pu avoir, les gens que j'ai pu rencontrer ont surtout renforcé mon opinion qui est la suivante: seul un dialogue, un débat et le respect des diverses positions peuvent nous aider à travailler ensemble. Cela est difficile et nous ne pouvons donner de leçons à personne. Notre démarche consiste simplement à confronter des opinions diverses, chose qui est difficile à réaliser actuellement en Espagne. Les accrochages et actes de violence continuent entre les deux CNT ces dernières semaines sur le problème de la participation ou pas aux élections syndicales qui se déroulent ces temps-ci. La CNT-AIT est contre, la CNT (Renovada) est pour! Les uns boycottent les élections, les autres appellent à y voter.

Ceci dit, ce dilemme cache l'autre: l'anarchosyndicalisme, le mouvement révolutionnaire a-t-il encore un avenir? Les réponses ne sont pas si claires et les pratiques non plus. En ce qui concerne ces pratiques il faut dire que de part et d'autre nous avons trouvé des exemples de participation à des luttes, mais celles-ci restent ponctuelles, ou marginales, et ne représentent pas (encore?) une alternative praticable pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Le seul regret que j'ai est de ne pas pouvoir vous informer sur la pratique autogestionnaire du syndicat du textile de la CNT-AIT, pratique qui existe, mais à propos de laquelle les militant(e)s pensent que le moment d'en parler n'est pas encore venu.

Mimmo

Quand nous avons aboli l'état

Le phénomène de la collectivisation pendant la guerre civile espagnole n'est que trop partiellement connu et souvent de façon inexacte. Les historiens les plus connus ne lui consacrent habituellement qu'un paragraphe bâclé en donnant des indications globales généralement confuses. L'histoire a lourdement souffert, dans ce domaine aussi, de l'usage exclusif des documents écrits ainsi que d'une certaine prévention idéologique et politique envers une révolution sociale au moins «inopportune». D'autre part, même les partisans de l'expérience collectiviste ont présenté en général un tableau à l'optimisme forcé et dénué de problèmes, c'est-à-dire un ensemble assez superficiel. Les témoignages des protagonistes apparaissent comme étant beaucoup plus significatifs que tout un matériel d'archive répétitif et presque stéréotypé. Naturellement, une donnée purement subjective, des épisodes historiques vécus et vus de l'intérieur ne peuvent certainement pas prétendre épuiser l'analyse historique du sujet. On peut cependant cerner la vérité en présentant des extraits sur le climat humain, les enthousiasmes et les désillusions, les intuitions et les naïvetés, les aspirations et les erreurs.

La source la plus importante et la plus originale qui est ici utilisée est celle constituée par 46 interviews enregistrées par des chercheurs de l'«Archivio Nazionale Cinematografico della Resistenza» de Turin, dont l'animateur est Paolo Gobetti. Elles ont été faites parmi des militants espagnols, presque tous anarchistes, en 1976-77 en France et en Espagne. Les témoignages proviennent généralement de plusieurs groupes liés à la publication «Frente Libertario» (1), qui représentait une tendance de l'anarchisme espagnol opposée à la collaboration avec des forces politiques républicaines pendant la guerre civile et favorable au développement maximum des transformations révolutionnaires qu'étaient les collectivisations. Le sujet de l'interview était beaucoup plus vaste et souvent l'interviewé évoquait librement toute son expérience politique et personnelle, en particulier la période 1936-39.

Le sujet étudié a été limité aux collectivités de type agricole parce qu'elles représentaient le développement le plus caractéristique et avancé de l'expérience collectiviste, qui dans le secteur de l'industrie était beaucoup plus freinée par le contrôle du gouvernement et des structures syndicales et politiques (2).

DES MILITANTS DE BASE

La résistance et la capacité d'auto-reproduction de l'anarchisme espagnol,

qui utilisa avec adresse l'absence de réformisme de la part de l'Etat et réussit à concentrer en lui les espoirs de changement, apparurent aussi durant la 11ème république, ce qui entraîna une extension et une radicalisation du mouvement libertaire dans la première moitié des années trente. La grande importance de la vision éthique dans le militantisme est implicitement confirmée par ces interviews. Joaquín Garcia Camarena, qui commença à travailler à l'âge de six ans à faucher l'herbe dans les champs et devint militant anarcho-sindicaliste à 18 ans, déclare sans hésiter : «Pour moi, être anarchiste, c'est une chose très sérieuse. Je lisais Reclus, Ricardo Mella. Mon vice c'est la lecture. Je pensais et je pense que l'anarchiste doit avoir des dispositions morales, des dispositions pour comprendre, (...) de la délicatesse et de la tolérance envers son semblable.»

Pedro Adam, anarchiste de la région de Valence, souligne, pour expliquer comment l'expérience d'une révolution sociale fut possible en 1936-39, qu'«il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit qu'en Espagne l'organisation confédérale [la CNT] était une nouvelle société qui était en pleine création depuis des années, avant le Mouvement [des militaires factieux] qui du reste permit le développement cénétiste (...)». On peut entendre un autre point de vue de la bouche d'Andreu Elogio, de Valence, militant cénétiste depuis l'âge de 15 ans, qui déclare : «Je me suis toujours dit, et j'ai dit publiquement, que le syndicat, s'il ne doit servir qu'à des améliorations économiques, c'est mieux qu'il n'existe pas, (...) le syndicat doit faire la révolution.»

Cette sorte de guide moral — que certains historiens ont interprété, pour ce qui est de l'anarchisme espagnol, à partir des hérésies religieuses modernes et passées (Brenan, Hosbawn) est évoquée par les interviewés, en tant que critère de comportement, dont la fonction est également correctrice dans une expérience, comme celle des collectivités, trop poussée au départ.

C'est ainsi que Bernabé Esteban, de Villar Quemado (Teruel), évoque le problème de la liberté de choix : «Dans certains villages, toute la municipalité approuva la collectivisation, mais on se rendit compte bien vite que cela ne donnait pas de bons résultats. Il fallait faire entrer toute la population, mais cela soulevait des problèmes parce que tous les gens n'approuvaient pas le régime collectiviste. Et lorsque dans ces cas précis on néglige le côté éthique, on finit par perdre la production et compromettre le bon fonctionnement global. Il

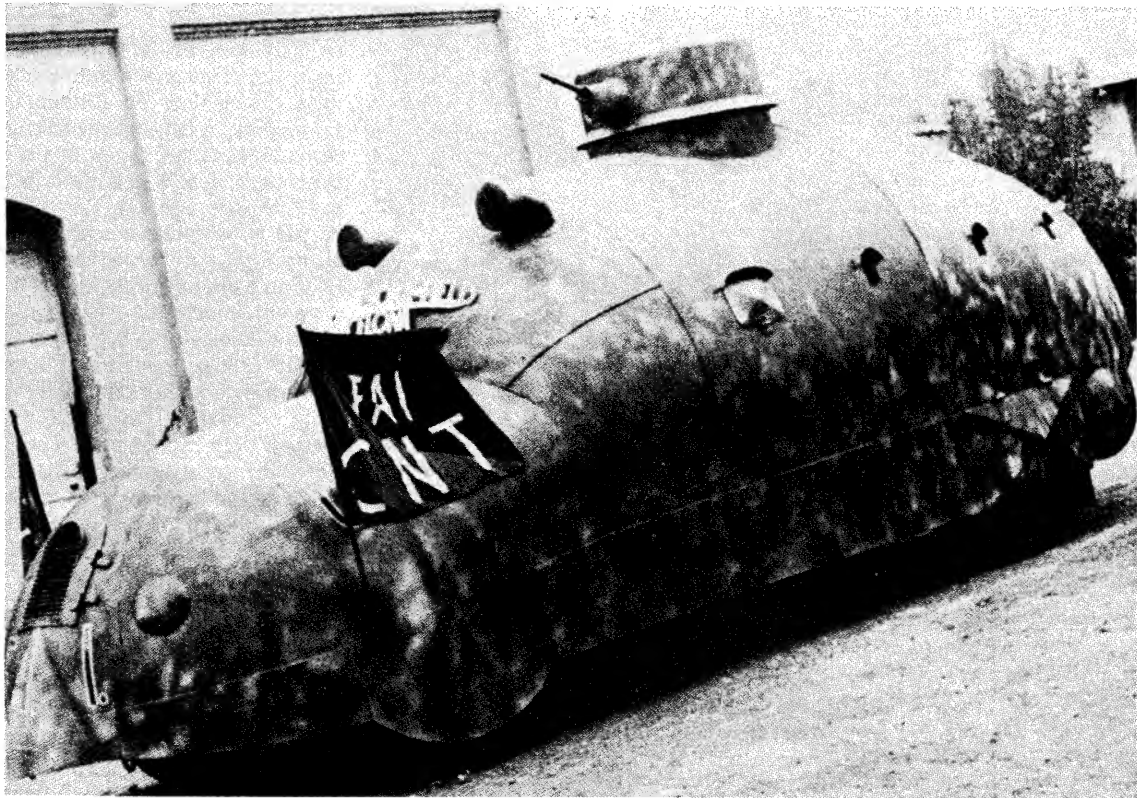
était plus opportun dans des cas de ce genre de laisser en dehors tous ceux qui n'étaient pas collectivistes, et de continuer le travail avec ceux qui l'étaient.» La perte d'extension de l'expérience collectiviste, avec la suite d'inconvénients que cela entraîne sur l'organisation rationnelle du travail et l'échange des produits, aurait été compensée — et amplement — par la qualité de la collectivisation volontaire (3).

José Villar Sanchez, de Quitagas, village montagnard proche de Valence, a commencé à travailler à 9 ans et était dans la CNT à 13 ans. Il se rappelle bien des conséquences du départ des «individualistes». «Quand ils sont partis, on leur rendit leur terre et leurs outils. Et c'est précisément à partir de ce moment là que la collectivité s'est mise à mieux tourner, de façon vraiment constructive et valable. Et il y avait aussi que les obstacles créés par les autres n'existaient plus.»

Un témoignage très significatif est fourni par l'instituteur libertaire Félix Carrasquer, créateur et animateur d'une importante école pour les administrateurs de collectivités à Monzon, en Aragon. Durant ses visites hebdomadaires dans plusieurs villages, en compagnie de ses jeunes élèves (4), il avait remarqué des différences entre les collectifs librement constitués, en particulier ceux formés de petits propriétaires avec une certaine expérience agricole, et ceux imposés par la force d'une minorité vaincue, mais parfois autoritaire, ou par des colonnes de miliciens anarcho-sindicalistes de Barcelone qui combattaient sur le front aragonais. Etant donné son expérience pédagogique et son sens de l'éthique libertaire, Carrasquer fut appelé pour résoudre des différends entre partisans et ennemis du collectivisme. Sa formule était claire et cohérente : «Vous devez laisser les gens tranquilles afin qu'ils décident eux-mêmes de ce qu'ils veulent faire.» (5). De toute façon, selon lui, les cas de collectivisation totalement imposée seraient seulement d'une vingtaine sur plusieurs centaines de villages collectivisés.

LES DIFFICULTES

Dans certains cas, les «individualistes» qui voulaient continuer à cultiver eux-mêmes étaient politiquement neutres, ou bien appartenaient à la CNT. Mais le plus souvent les interviewés rappellent le soutien politique qu'offrait le parti communiste, qui cherchait un appui parmi les petits et les moyens propriétaires de tendance conservatrice. Pour Villar Sanchez, la fédération communiste de Valence «se transforma en lieu de réunion de tous les militants de



la CEDA» [parti de droite pro-mussolinien, donc interdit en zone républicaine]; «C'était bien pour eux tous. Ils s'appuyaient et se défendaient ouvertement».

Les effets de cette propagande négative se firent vite sentir: «Ainsi, certaines personnes de Pedralba [près de Valence] qui étaient entrées dans la collectivité, les uns avec bonne foi (même s'ils n'étaient pas à la CNT, ils étaient venus de bonne foi), les autres peut-être pour se mettre en lieu sûr, confrontées à cette prise de position des communistes, changèrent d'avis et commencèrent à s'opposer et à mettre des bâtons dans les roues. Finalement, elles s'en allèrent de la collectivité en reprenant leur terre.»

Bernabé Esteban évoque le congrès constitutif de la Fédération Régionale des Collectivités d'Aragon à Caspe en février 1937. Il fut établi qu'«aucun petit propriétaire qui demeure en dehors de la collectivité ne pourra travailler plus de terre que celle qu'il lui est possible de travailler, et l'emploi des salariés lui sera interdit.» (*). On adopte là une norme qui applique les enseignements de Bakounine, qui conseille d'éviter de supprimer la propriété par la violence, puisque la solution du problème se trouve dans la suppression de l'héritage.»

DES RESULTATS

Pour les collectivistes la valeur donnée à cette expérience vécue est fortement liée à la défense du principe du choix de la voie révolutionnaire dans la lutte antifranquiste. Mais au-delà d'une

telle position politique et idéologique, la mémoire laisse place à de nombreux aspects concrets de la vie quotidienne et des besoins économiques.

Bernardo Merino Pérez, employé municipal sur la côte de Valence, rappelle avec une évidente fierté: «Jamais, en aucune occasion, la terre du Levant, fort prodigue dans l'agriculture, ne fournit tellement que pendant la guerre; et cela bien que la majorité des gens des collectivités — les camarades s'étaient enrôlés dans les milices — soient composés de camarades qui avaient plus de 35 ans ou de 30, et des femmes et des enfants.»

Les urgences nées de la guerre et des révoltes qui se firent sentir dès les jours qui suivirent le 19 juillet 1936 sont senties différemment par les témoins.

Bernabé Esteban affirme qu'à Utrillas (Teruel) au lieu de désarmer la garde civile, peu digne de confiance, et de s'emparer des armes et de la caserne, «les camarades avaient tranquilisé leur conscience en se disant que la garde civile était une minorité et ils avaient préféré organiser des groupes de moissonneurs pour le blé. La récolte était certainement utile, mais il était plus urgent de détruire le fascisme, parce que s'il avait triomphé, à quoi aurait servi le blé récolté?».

José Villar Sanchez aborde l'aspect économique et soutient qu'en général la productivité «s'est maintenue à la moyenne d'avant la guerre», mais il faut prendre en compte le fait qu'«il manquait 30% des jeunes dans les collectivités (...) car beaucoup de volontaires allèrent [au front] alors qu'il y en avait très peu parmi les «individualistes.».

Mais c'était surtout la nouvelle organisation du travail et de la vie sociale qui enthousiasmait ceux qui attendaient beaucoup de l'expérience collectiviste. Le témoignage de Fernando Aragon de la collectivité de Angüés (Huesca) est très explicite à ce propos: «lorsque nous avons récolté le blé (qui fut excellent parce que nous avons beaucoup travaillé et que les pluies avaient été favorables), nous avons eu la confirmation que nous avions raison: tout ce blé que nous avons semé, récolté et battu avec notre labeur, revenait auparavant aux propriétaires qui ne faisaient rien. On était triste en y pensant, tout comme on était heureux de voir que le fruit de notre travail allait au bénéfice de la collectivité, de tout le village...».

Même des observateurs relativement étrangers ou opposés témoignent de ce profond changement. Juan Martínez, propriétaire moyen sympathisant d'Izquierda Republicana, avait accepté l'expropriation, y compris celle des magasins de denrées alimentaires, en l'attribuant principalement à la situation de guerre. Il rappelle ainsi le climat amical qui régnait dans les groupes de travail et les avantages de cette collaboration: «travailler en commun n'est pas du tout une stupidité. Cela voulait dire concentrer énormément la terre, au lieu des petits champs dispersés. Nous nous épargnions ainsi du temps et de la peine.».

Le principe de la solidarité, soutenu depuis le XIXème siècle par les anarchis-

Suite p. 13 ●●●

**POUR UNE
VISION CLAIRE
DE LA
COLLABORATION
GOUVERNEMENTALE
ANARCHO-
SYNDICALISTE
ESPAGNOLE**



Le refus de l'Etat et du gouvernement est le point commun de tous les anarchistes. Il a existé et il existe des divergences sur la participation ou non à des guerres, à la défense ou non de certains régimes, mais le problème de l'Etat est clair (sauf pour les anarcho-libéraux qui sont précisément en faveur d'un Etat capitaliste minimum!!).

Donc, la participation de la CNT et de la FAI à plusieurs reprises aux gouvernements de Barcelone et de Madrid est une contradiction délibérée. Elle nourrit la critique des capitalistes et des capitalistes rouges (les soi-disant marxistes) qui trouvent là une justification de leur pratique ordurière : une élite (qui se perpétue sur plusieurs générations grâce à la terreur — avec ou sans PC — ou à la richesse) doit exploiter les masses. On peut remarquer que cette pratique n'est même pas contrebalancée par une division réelle du pouvoir ou une rotation des tâches, comme Aristote la préconise dans *La Politique*; encore moins par une pureté morale individuelle : les cathares et les bogomiles ont été exterminés au Xème et XIIème siècles et la morale ne sert que de thème de dérision dans *Don Quichotte* et *L'Idiot*.

Il est évident qu'en acceptant de collaborer au gouvernement, les responsables anarcho-syndicalistes espagnols (qui à aucun moment n'avaient consulté leur base sur cette question) ne prétendaient pas remplacer leur attitude traditionnelle par le cloaque hiérarchique du capitalisme quotidien.

On a beaucoup parlé du manque de vision concrète du Pouvoir chez les anarchistes. Profondément imprégnés d'action directe et de communisme libertaire, les militants espagnols croyaient établir un nouveau droit écrit, perceptible dans leur manie des compte-rendus, des prévisions, des décisions syndicales. Le double pouvoir, puis la persistance de ce double pouvoir (juridiction traditionnelle bourgeoise et actes révolutionnaires), sanctionnée par une présence stagnante et non dynamique de représentants anarcho-syndicalistes, sema le trouble dans toutes les organisations libertaires espagnoles et non espagnoles en Espagne.

En fait, cette rupture entre la base et les «notables» (comme l'écrit l'historien

de la CNT et cénétiste lui-même José Peirats) était l'aboutissement logique d'une série de déviations autoritaires depuis les années 30. Le conflit larvé, puis public, entre les partisans d'une action syndicalie mesurée vers la révolution, et ceux qui prêchaient la «gymnastique révolutionnaire» immédiate pour déclencher cette même révolution, n'était pas apparu à la suite de discussions sereines. C'étaient des luttes dans les coulisses syndicales, où la calomnie ne manquait pas. Les notables ont agi en novembre 1936 en entrant dans le gouvernement de Madrid avec autant de légèreté qu'ils s'étaient combattus entre eux entre 1930 et 1935.

Mais la base n'était pas complètement dupe. Relativement peu de militants avaient suivi l'une et l'autre tendance (ou bien ils l'avaient fait en croyant sincèrement à la victoire révolutionnaire, comme à Casas Viejas). Les 550 000 militants représentés en mai 1936 au congrès de la CNT à Saragosse, au lieu des 800 000 qu'il devait y avoir en 1931, sont un signe net. Sans doute, plus d'un million de travailleurs se sentaient identifiés à la CNT en cas de conflit et de révolution, mais ils refusaient les magouilles FAI-trentisme (même si mai 1936 fut la réunification).

De même, la base, se fondant sur les postulats anarcho-syndicalistes de l'action directe et du communisme libertaire, luttait et battait souvent les militaires en juillet 36. Mais là où les notables anarcho-syndicalistes eurent des négociations avec les militaires (Abos à Saragosse) ou se fièrent à leur parole, le résultat fut tant pour les notables que les militants de base la défaite et la répression.

Dès les premiers jours de la guerre, les notables avaient fixé leur position de collaboration : - absence de tout mot d'ordre sur le communisme libertaire ; - acceptation d'un pourcentage représentatif exagéré pour les autres organisations syndicales et politiques en Catalogne, en échange du même service dans les régions où la CNT-FAI était faible (par exemple le Pays Basque, certaines provinces castillanes). Mais la base, on le sait, se hâta d'appliquer des changements révolutionnaires, et les politiciens s'empressèrent de profiter de l'aubaine

en Catalogne et de ne rien céder dans le reste de l'Espagne républicaine. Le Comité des Milices en Catalogne pouvait faire penser à un organisme de coordination de tous les secteurs politiques et syndicaux, face à la situation larvaire de la Généralité. Mais ce Comité fut sabordé par les notables anarcho-syndicalistes au nom de l'unité antifasciste. C'était la dégringolade politique de la CNT-FAI : il devenait impossible d'exiger un organisme similaire sur le plan national. Il ne restait qu'une collaboration au rabais, un retranchement dans des fiefs régionaux (Aragon et Catalogne, et dans une mesure bien moindre, au Levant et aux Asturies), en attendant mieux.

Cette collaboration se fit lorsque la CNT-FAI était dans une position de faiblesse : les raisons principales de l'entrée au gouvernement ont été la nécessité d'obtenir des armes et d'éviter la lutte entre anarcho-syndicalistes et communistes. Aucun des deux buts ne fut satisfait. Mai 37 à Barcelone marqua l'apogée d'une dizaine de chocs préalables entre cénétistes et communistes (fortement manipulés par Moscou). Mars 39, avec le putsh anarcho-syndicaliste et socialiste de Madrid contre le gouvernement et le PC, démontra l'inanité de cette participation gouvernementale «circumstancielle». Elle était du reste absurde au départ, puisque les ministères des Finances, de l'Intérieur, de la Guerre et de l'Agriculture étaient aux mains des forces non ou anti-révolutionnaires.

Il reste que cette participation signifia pour certains «anarchistes» *echar por la borda* (jeter par-dessus bord) le principe de l'anti-étatisme, en prônant un parti politique anarcho-syndicaliste. On retrouvait les idées de Pestana de 1935-36, lequel pourtant demanda à réintégrer la CNT en 1937 et y fut accepté. En exil, des partis furent plus ou moins franchement lancés par Horacio Prieto, Garcia Oliver. Le sort des quatre ministres est assez contradictoire : Juan Lopez mourut en Espagne comme phalangiste vers 1972, alors que son collègue Joan Peiro avait été fusillé et qu'il aurait eu la vie sauve s'il avait accepté de devenir responsable phalangiste, en 1942 ; Garcia Oliver est mort au Mexique, en solitaire il y a quelques années ; Frederica Montseny demeure dans «sa» CNT en condamnant tout écart par rapport aux principes, y compris sa condition de première femme ministre en Espagne.

Ma conclusion est que cet épisode est un échec profond, dont le flou idéologique n'a pas laissé de trace. A l'opposé, comment se sentir séduit par les zigzags des rapports hitléro-soviétiques ou hitléro-démocraties occidentales, qui sont clairement visibles aujourd'hui : exploitation généralisée du Tiers-Monde par les puissances «démocratiques» et «communistes» ; respect des dictatures des uns et des autres, etc.

Frank Mintz

●●● Suite de la p. 11

tes espagnols comme une valeur opposée à la compétition typique du système capitaliste, semble s'être réalisée presque miraculeusement. Un épisode hautement significatif a frappé définitivement les souvenirs de Matilde Escuder, la compagne de Félix Carrasquer et une collectiviste de Mirandes (Teruel). Lorsqu'un camion de tissus arriva au village, elle craignit que cela ne déclenche des rivalités traditionnelles entre les femmes, aggravées par la pénurie due à la guerre. «En réalité, ce ne fut pas le cas. Ce fut impressionnant parce qu'après avoir déroulé les coupons, chaque camarade s'occupait d'une autre. Par exemple, toutes avaient en gros des enfants, mais l'une disait «Regarde ce coupon. Regarde comme ça pourrait faire un beau pantalon pour ton fils, pas vrai?» (...) il y avait des liens fraternels que je n'avais jamais vus auparavant (...).»

La solidarité devait faire face à des problèmes que la collectivité toute seule ne pouvait résoudre. L'accord adopté à Caspe par les collectivités aragonaises est lu pendant l'interview par Bernabé Esteban. Il était prévu que: «Lorsque les fédérations locales et régionales se seront constituées, on considèrera que les délimitations municipales n'auront plus cours. De même les instruments de travail seront utilisés en commun et les matières premières seront à la disposition des collectivités, qui en auraient besoin.» (*). Il était aussi prévu d'échanger de la main d'œuvre entre les zones excédentaires et déficitaires.

DES DEFAUTS

Mais malgré ce lien solidaire, des aspects inopportuns sont cités. Gaston Leval, anarchiste de langue française occupant des postes de responsabilité, était parti d'Argentine dans le but d'étudier la révolution en marche, car il considérait que «les expériences qu'on était en train de vivre devaient être recueillies pour le futur». Il avait déjà connu l'Espagne durant les années 20 et il fut stupéfait parce que «dans les villes on mangeait beaucoup: je me rappelle qu'à Valence j'en avais été troublé (...). Jamais les gens n'avaient autant mangé de pâtisseries à Valence...». Il remarquait cependant que «les paysans avaient un sens plus concret, plus précis des responsabilités par rapport au futur qui arrivait...». Sa critique du gaspillage et du manque de solidarité des villes est confirmée finalement par l'évocation de la capitale catalane, le bastion de l'anarchisme: «J'avais fait un voyage en Aragon et j'avais constaté que le blé avait poussé et qu'il manquait de gens pour le récolter. Et nous avions des travailleurs qui touchaient leur salaire à ne rien faire à Barcelone, où le chômage était répandu (6).

Jose Villar Sanchez fut démoralisé par le raisonnement de certains membres



de la collectivité de Pedralba, une des plus riches et des mieux administrées du Levant. «On m'a dit une fois: «Tu vois, nous, d'un point de vue économique nous nous en tirons bien; si nous nous unissons aux habitants de Marines, cela n'améliorera sûrement pas leur situation, mais nous, nous en souffrirons forcément».

Plusieurs témoignages coïncident avec les documents d'archives dénonçant le danger de l'isolement des collectifs. On cherchait à le surmonter avec des organismes de coordination régionale en Aragon, dans le Levant et en Catalogne. Néanmoins il se posait parfois des problèmes de conflit entre les régions. Bernabé Esteban déclare qu'il y eut des problèmes dans les échanges entre l'Aragon paysan et la Catalogne plus industrielle: «Nous avons de durs affrontements (...) parce que les Catalans nous ennuyaient particulièrement sur ces questions.» Ce fait n'est pas expliqué, mais il est dit qu'au bout de quelques mois «les choses s'arrangent.» (7)

Les difficultés de fonctionnement ne semblent pas avoir marqué les souvenirs des participants comme étant insurmontables. «Tout était en germe en Espagne (...) Evidemment, il fallait tout mettre

en discussion», comme le rappelle Florencia Soler, qui combattait dans la colonne Durruti et qui, à partir de novembre 1936, devint collectiviste dans son village en Aragon. «Finalement la situation était la suivante: au départ, on a fait, plus exactement on a improvisé, avec les moyens du bord (...) ensuite il y aurait dû y avoir une unification. Mais au contraire les ministères sont arrivés, et les communistes, qui ont détruit les collectivités avec leurs forces» comme le dit en synthèse Gaston Leval.

La répression appliquée par les troupes dirigées par Enrique Lister est citée par tous les collectivistes, qui ajoutent souvent des détails, et expriment leur tristesse et leur rage, mêlées d'impuissance. Ces sentiments sont résumés par Matilde Escuder: «Les gris sont arrivés et ils ont tout détruit en emmenant tous les hommes.»

Ce traumatisme entraîne évidemment de fréquentes réflexions sur les possibilités d'une défense efficace et d'une protection militaire contre les opérations de démantèlement. Un des interviewés, José Borrás, militant de la colonne

●●●

Durruti, profite de cette occasion pour donner son sentiment sur le Conseil d'Aragon, organe politique composé de représentants des différentes forces antifascistes, avec une majorité anarchiste. Ce Conseil fut « reconnu en tant que tel par le gouvernement central et, par conséquent dès ce moment, il perdait son rôle d'organe révolutionnaire. » Au contraire, la Fédération des Collectivités aragonaises, formées par les groupements économiques des villages, constituait une authentique structure libertaire et révolutionnaire en tant que telle, qui se défendait mieux contre les actes de répressions. En substance, selon Borrás, l'intervention militaire de Lister « réussit à supprimer ce qui provenait du sommet, comme émanation et représentation du pouvoir, mais sans racines et sans base. » Et il conclut polémiquement : « Je veux ajouter, pour que cela serve de leçon, que le Conseil d'Aragon, déterminant parce que formé par une majorité de camarades, a joué un rôle qu'on pourrait qualifier de contre-révolutionnaire. Cela démontre que tout organe de pouvoir, même s'il est soutenu par des libertaires, devient autoritaire. »

DES QUALITES ET DES FEMMES LIBEREES

A l'opposé, au niveau de la simple collectivité, presque tous les participants affirment à plusieurs reprises qu'un des points centraux de la théorie et du mouvement anarchiste avait été appliqué : l'abolition de l'autorité. José Villar Sanchez, par exemple, reconstitue ainsi l'organisation du travail : « Le travail se déroulait en brigades. On confiait à chaque brigade une tâche et un responsable était nommé, qui n'avait cependant pas de pouvoir de décision : il n'était que responsable vis-à-vis du travail. En général, cette charge revenait à celui qui, du point de vue professionnel, était le mieux préparé. Mais il n'avait pas d'autorité. »

On rappelle qu'il était parfois difficile de pratiquer une innovation aussi radicale dans les rapports quotidiens. Ainsi l'instituteur Félix Carrasquer se rendait compte que « ce qui est difficile c'est d'arriver à comprendre que le maître à l'école n'est qu'un enfant adulte, qui n'a cependant aucune autorité. » Florencia Soler soutient, en se fondant sur sa propre expérience, qu'une transformation sociale était survenue dans toute la vie sociale : « Avec le changement des structures de la société il n'y avait plus d'autorité, ni personne, ni tribunal, ni maire, il n'y avait rien d'autre que le comité révolutionnaire. » Et elle ajoute : « Il n'y eut pas de vol, il n'y eut pas d'assassinat ni par haine ni pour autre chose ; les gens allaient travailler et il n'y avait plus aucune autorité, aucune. » De plus, les changements dans la réalité de tous les jours sont profonds et, en quelques



jours, des normes et des traditions bien ancrées sont abandonnées. La même femme affirme : « Les jeunes filles, par exemple, qui trois mois avant seraient allées chez un garçon en disant « cette nuit, nous dormons ensemble » auraient été frappées et menacées de mort par leur père. Et pourtant alors ce devint une chose normale... »

C'est justement la condition féminine qui semble avoir suivi le plus les nouvelles valeurs. Pour Matilde Escuder, la rupture fut avant tout sur le plan de l'information et de la culture « parce qu'on faisait des conférences, on lisait et on discutait. La femme était enfin sortie du foyer, elle avait détruit les tabous... » « A Monzon, qui est dans la montagne ... et qui avait de 5 à 6000 habitants, le syndicat possédait une grande maison, avec également une bibliothèque syndicale, grande elle aussi, et une autre où il y avait « Mujeres Libres » et où on donnait des cours du soir pour les femmes du village qui ne savaient pas lire, des cours sur la maternité, des cours de secourisme, etc... »

Suceso Portales, de famille anarchiste, met en évidence la nécessité d'un mouvement particulier des femmes parce que, même dans les milieux anarchistes, « la femme était la compagne du camarade, et rien d'autre ». Déjà

avant 1936, « nous avons commencé à faire prendre conscience aux femmes pour qu'elles puissent lutter avec les hommes » et, pendant la guerre, « nous étions plus intéressées à faire prendre conscience aux femmes des problèmes économiques et sociaux qu'à les préparer à la guerre », même si de toute façon, « nous aidions parce que l'ennemi était proche ». Le but principal était de « faire quelque chose pour réaliser un changement total, social et révolutionnaire. Dans ce sens, il fallait battre les franquistes parce que « le grondement des fers anciens nous serrait les poignets » rappelle Suceso Portales en citant une poésie de son amie Lucia Sanchez Saornil.

Et c'est encore une femme qui interprète très efficacement l'opinion de presque tous les collectivistes. En arrivant dans son village aragonais, elle trouva déjà la collectivité en fonctionnement. Florencia Soler eut « l'impression de vivre en plein communisme libertaire » : les décisions étaient prises en assemblée avec la population, l'argent était aboli, on vivait dans l'égalité et la liberté. Cette évocation déclenche des émotions profondes vécues 40 ans avant, et la mémoire se confond avec le désir : « Ça a été comme un rêve dans notre vie.. maintenant quand je m'en souviens, c'est comme un rêve. » Cette même idée, appuyée par un raisonnement qui tend

davantage à confirmer la valeur de l'idéal libertaire, est présente dans le témoignage de Saturnino Carod, chef de colonne de la CNT: «Peut-être étions-nous, des rêveurs ou des utopistes... Oui, nous l'étions tous, mais finalement les idées de liberté furent une utopie avant de devenir une réalité, comme le reste du socialisme. Nous étions, et nous sommes, convaincus qu'un jour notre utopie (peut-être la plus utopique de toutes) sera la réalité car, si cela ne se faisait pas, l'homme ne serait pas content...».

Claudio Venza

(1) «Frente Libertario» publié à Paris -n. 0 VII-1970/ n.69 I-1977- par des camarades expulsés de la CNT en exil (comme Peirats, Cipriano Mera) a tenté (difficilement) d'équilibrer des informations pour l'exil et des chroniques pour les exilés avec des textes envoyés d'Espagne et destinés aux libertaires post-soixante-huitards (NDT).

(2) Cette opinion existait déjà pendant la guerre civile, mais il y a des exceptions, voir les témoignages de José Llop dans «La autogestion en la Espana revolucionaria» et de Ramon Safon dans «Explosions de Liberté», de F. Mintz (NDT).

(3) Ce paragraphe peut faire penser que l'autogestion fut imposée; sur ce point voir le texte dans son entier, et «L'Espagne Libertaire 36-39» de G. Leval et «L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire» de Mintz (NDT).

(4) En fait Carrasquer avait créé une école dont les élèves sortaient avec une formation de comptable-administrateur pour les collectivités (NDT).

(5) Il ne s'agit pas d'une idée émise 40 ans après les faits: voir les extraits du plenum des groupes de la FAI en Aragon de septembre 1936, dans Mintz «L'Autogestion...» pp. 284-287 (NDT).

(6) Cette situation était d'essayer due aux catalanistes républicains dans leur souci d'essayer de contrôler les travailleurs (NDT).

(7) Il y eut effectivement des frictions: Mintz «L'Autogestion...» pp. 296-299 (NDT)

(*) Retraduit de l'original castillan (NDT).

Claudio Venza est anarchiste et historien de profession. Il a publié des ouvrages importants. Et il a visionné plusieurs heures de vidéo pour en tirer une synthèse, publiée dans «Revista Anarchica» de juin-juillet 1986. C'est ce texte qui est traduit, avec quelques notes.

Frank Mintz



P E T I T E B I B L I O G R A P H I E

I Vision globale (1)

Chomsky Noam
L'Amérique et ses nouveaux mandarins. Seuil

II les anarchistes et la politique (2)

Berneri Camillo
Guerre de classe en Espagne Spartacus

Fontenis Georges
Le message révolutionnaire des «Amis de Durruti» (Espagne 1937) Editions L

Lapeyre Aristide
Le problème espagnol Fédération Anarchiste

Lorenzo César
Les anarchistes espagnols et le pouvoir 1868-1969 Seuil

Ollivier-Landau
Les fossoyeurs de la Révolution espagnole Spartacus

Orwell Georges
Hommage à la Catalogne Champ Libre

Paechter Henri
Espagne 1936-1937 La guerre dévore la révolution Spartacus

Protestations devant les libertaires du présent et du futur sur les capitulations de 1937 par un «incontrôlé» de la Colonne de Fer Champ Libre

Semprun-Maura Carlos
Révolution et contre-révolution en Catalogne éd. du Plan

III Les anarchistes et la reconstruction sociale (3)

CNT
Collectivisations, l'œuvre constructive de la Révolution espagnole Fédération Anarchiste

Leval Gaston
Espagne libertaire Fédération Anarchiste

Mintz Frank
L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire Maspéro

IV Autres aspects (4)

Mujeres Libres La Pensée Sauvage

Enzenberger H. M.
Le bref été de l'anarchie (la vie et la mort de Buenaventura Durruti) Gallimard

Nettlau Max
Histoire de l'Anarchie Artefact

V L'Espagne 36-39 et les autres expériences libertaires

Dossiers de l'Histoire n. 13

Guérin Daniel
L'anarchisme Gallimard

Mintz Frank
Explosions de liberté Acratie-ACL

Notes: ouvrages épuisés mais très importants:

(1) Richards Vernon
Enseignement de la révolution espagnole

Mintz Frank
La révolution espagnole

(2) Bolloten Burnett
La gauche et la lutte pour le pouvoir

(3) Revue Autogestion
Les anarchistes et l'autogestion

(4) Paz Abel
Durruti, le peuple en armes



LA CNT DANS LES PUBLICATIONS SOVIÉTIQUES 1936-1939 (NOTES BREVES)

Chaque dictature a besoin d'un épouvantail, dont le danger est grossi, pour justifier la persistance ou l'accélération de la répression. La CNT joue en partie ce rôle.

Pendant la guerre civile, entre 1936 et 1939, la presse soviétique n'attaqua pas ouvertement la CNT-FAI. Il a été démontré qu'une certaine citation anti-anarchiste était un faux manifeste, attribué à des trotskistes mexicains (1). Il reste que le climat entretenu par Mikil Koltsov, correspondant de la presse soviétique en Espagne, était venimeux (l'évocation de Durruti). Les anarchistes sont évidemment absents de la brochure de A. V. Volkov «Za tcho borecia ispan-skoe krestyanstvo» (Dans quel but les paysans espagnols luttent-ils?), Moscou, 1938, 154 pages. La réforme agraire aussi bien que les collectifs sont attribuées aux efforts du PC, même si «Solidaridad Obrera» est cité pour Bujalance (p. 100) et Allepuz et Azaila pour l'Aragon, apparaissent comme des collectifs qui progressent. En bonne dialectique, la collectivisation espagnole était citée comme exemple de l'influence soviétique aux lecteurs russes, tandis qu'en Espagne les communistes refusaient la collectivisation libertaire, comme une imposition dictatoriale.

La vision universitaire semble ne pas connaître Volkov, et tout en reconnaissant des qualités à la CNT (2), elle enfonce les réalisations de la guerre civile. «On peut compter sur le bout des doigts les collectifs qui étaient positifs», car l'autogestion était appliquée par les «pistoleros» de la CNT-FAI et du POUM, l'industrie de guerre était insuffisante à cause des anarchistes, etc. (3). Quant à mai 37 à Barcelone, c'est «un putsh antirépublicain des trotskistes, des extrémistes et d'éléments anarcho-fascistes de la FAI et des Jeunesses Libertaires de Barcelone, de Catalogne et du Front d'Aragon.» (4). Cette vision est reprise sans nuance et sans analyses aussi approfondies par le doyen de l'hispanisme soviétique I. M. Maysky (5),

l'hispano-russe José Garcia (6), Mechtcheriakov (7). Bien entendu, dans tous ces ouvrages la réaction des anarcho-syndicalistes de Barcelone en juillet 1936 est décrite comme celle des «travailleurs». Comme l'a écrit Albert Meltzer: «Selon la théorie trotskiste, toute collectivisation et résistance de la part des ouvriers anarchistes est celle des «ouvriers»; tout compromis établi pendant la guerre est fait par des «anarchistes.»» (8). Cela vaut également pour les soviétiques et les conseillistes.

Les témoignages des anciens de l'Espagne sont souvent calomnieux, mis à part celui d'Iña Erhembourg, homme de lettres et personnage à part (9). Par exemple, les anarchistes aragonais jouaient au football avec les franquistes plutôt que d'attaquer, sous la plume de Malinovski, Batov et l'universitaire Mechtcheriakov (10). La lâcheté des anarchistes unie à leur don de provocation putshiste — comment des lâches pourraient-ils avoir le courage de faire un putsh!!! — s'étalent particulièrement dans les souvenirs d'un membre des services secrets soviétiques, qui a le mérite d'avoir vu Cipriano Mera (qui avait le rang de général) comme «grand, un peu voûté et à la forte carrure», ce qui est exceptionnel quand on sait que Mera mesurait 1,60 m! (11). Parfois une vague allusion est faite à Makhno (Malinovski) et notre dernier ouvrage souligne synthétiquement que c'était un «chef de bande de pogromistes, de pillleurs et d'assassins.»!

Ces récits ont un double but, au delà de la dénonciation des anarchistes, des trotskistes et donc de la vigilance permanente contre l'ennemi. Le premier est de démontrer que l'armée russe était forte, efficace et profitait de l'expérience de la guerre d'Espagne pour l'utiliser par la suite. Les historiens occidentaux ont agité le spectre de centaines de fusillés parmi les soviétiques ayant été en Espagne. Je pense qu'au contraire les soviétiques en Espagne, de même que les quelque 6600 combattants contre les Ja-

ponais à la frontière chinoise décorés en octobre 1938, représentaient les éléments sains de l'armée rouge par rapport aux fusillés d'août 36, juin 37 et de 1938. A ce propos, toujours avec cette vision dialectique qui donne du piquant aux travaux soviétiques, les historiens russes affirment depuis 1972 qu'il y eut 2064 soviétiques «volontaires» en Espagne, y compris les traductrices et les mécaniciens. Or, on lit sous la plume du général Batov «Plus de 3000, nous avons combattu, de l'automne 1936 jusqu'à janvier 1939, contre les fascistes sur la terre et dans le ciel de l'Espagne.» (12). Mais, toujours plus étonnant, si on s'en tient aux listes de décorés de la Pravda, dans lesquelles on identifie des «Espagnols» (ce qui permet de conclure que tous étaient en Espagne), on a 2354 noms, et pas un de femmes, alors qu'il y aurait eu 204 traductrices. Encore plus troublant, tous les Russes cités dans les témoignages n'apparaissent pas parmi les décorés... Il est donc permis de penser qu'il y eut entre 5000 et 10000 soviétiques en Espagne.

Le deuxième but — évident —, et sous couvert de «devoir internationaliste», est de montrer que les «volontaires» ont gravi rapidement les échelons hiérarchiques et qu'ils ont été justement récompensés. Du reste par un heureux hasard, les récits se multiplient à partir des années 60, époque où les soviétiques s'installent à Cuba, en Egypte, en Syrie, puis les années 70, où nos «volontaires» arrivent en Somalie, Ethiopie, sans compter les années 80, avec l'Afghanistan.

Ainsi, l'Espagne, la CNT, apparaissent comme un intéressant précédent, pour les arrivistes. Ils voient les difficultés, les dangers et les bons côtés. Etre décoré en URSS et dans les pays du même genre signifie une rente à vie, des privilèges qui valent pour les descendants. C'était la même chose dans l'Espagne franquiste!

Martin Zemliak

(1) Voir F. Mintz, «L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire», pp. 218 et ss.

(2) op. cit. p. 17.

(3) Maidanik «Ispanski proletariat v natsionalno revoliutsionnoi voine», Moscou 1960, 2000 exemplaires, pp. 136, 134, 144.

(4) op. cit. p. 322.

(5) «Pod znamenem ispanyy respubliki», Moscou, 1965, 20000 exemplaires.

(6) «Ispania XX veka», Moscou, 1967, 4500 exemplaires.

(7) Postface à «Ispanskaya khronika Grigoria Grande», de Lev Vassilevsky, Moscou, 1985, 150 000 exemplaires.

(8) «Black Flag», 3-1976, p. 14.

(9) Erhembourg, «Novi Mir», 1962.

(10) «Bajo la bandera de la Espana republicana», Moscou (1963?); postface à «Mey Internationalisty», Moscou, 1975, 300 000 exemplaires.

(11) Vassilevsky, voir note 7.

(12) «Vmeste s patriotami Ispanii», Moscou, 1975, 75 000 exemplaires, p. 11.



L'anarcho-syndicalisme doit continuer

Luis Andres Edo est actuellement le directeur du quinzomadaire de la CNT-AIT de Catalogne: Solidaridad Obrera. Nous lui avons demandé avant tout de nous parler de la situation actuelle.

L.A.E.: Par rapport à cette situation, il faut rappeler une donnée objective. Pendant toute l'histoire du mouvement ouvrier espagnol (c'est-à-dire un siècle et demi), il y a eu quatre ou cinq périodes d'adhésions massives dont la dernière remonte à l'année 76. Auparavant, il y eut le 19 juillet 36, antérieurement le 14 avril 31. En dehors de ces dates la progression des adhésions ouvrières ne peut être que l'œuvre du prosélytisme, d'une campagne d'adhésions. La dernière période (de 76 à 78), s'est soldée par un échec; à cette époque de transition de l'après-franquisme, les adhésions à toutes les centrales syndicales n'ont pas dépassé 20%.

Ce premier élément permet de comprendre que, n'ayant pas gagné cette campagne d'adhésions, nous nous trouvons face à la première défaite du mouvement ouvrier dans cette période de transition. Donc, à cette période de transition, le mouvement ouvrier n'a pas pu jouer son rôle, en tant que sujet historique. Il s'y est substitué l'appareil et la bureaucratie syndicaux, en réalité deux douzaines de personnes qui dominaient ces structures. Compte-tenu de cela, on ne pouvait pas espérer de la transition plus que ce qu'elle a donné.

PEUT-ON PARLER DE MOUVEMENT OUVRIER?

Même en pleine euphorie le nombre des adhésions n'a jamais atteint des sommets et, dès fin 78-début 79, on a assisté à un déclin du mouvement ouvrier et de l'ensemble des espaces sociaux. Ce déclin a amené un taux de syndicalisation les plus bas de l'histoire: 8,5%. Peut-on à partir de ces données parler encore de mouvement ouvrier? Je ne crois pas. Cette négation n'est pas définitive ni irréversible. Pourtant, des éléments conjoncturels ont fait penser à certains secteurs de la gauche en général et du mouvement ouvrier qu'il y avait des possibilités de remobilisation: le militarisme, l'armement et les blocs militaires. Beaucoup ont cru que le référendum sur l'OTAN pouvait offrir l'occasion de revitaliser la gauche et le mouvement ouvrier. Nous avons affirmé le contraire. Si la mobilisation contre l'OTAN était un fait positif, les formes qu'elle prenait

la maintenant dans un contexte de type électoraliste très particulier, le moins démocratique qui soit: le référendum.

Peux-tu me dire pourquoi?

Tu peux seulement répondre par oui ou par non. Des dictatures se sont servies de ce moyen consultatif. On tombe dans un sujet qu'il faudrait développer à part...

Mais revenons à la mobilisation. Elle fut positive mais se termina de façon catastrophique parce que tout était prévu, et bien prévu à l'avance. La réponse positive au référendum était acquise d'avance. Le décompte des voix, auquel s'ajoutait toute une série de combines ne pouvait qu'amener la victoire des «oui» (au maintien de l'Espagne dans l'OTAN).

C'est pour cela que la CNT-AIT ne s'est pas mobilisée pour cette campagne?

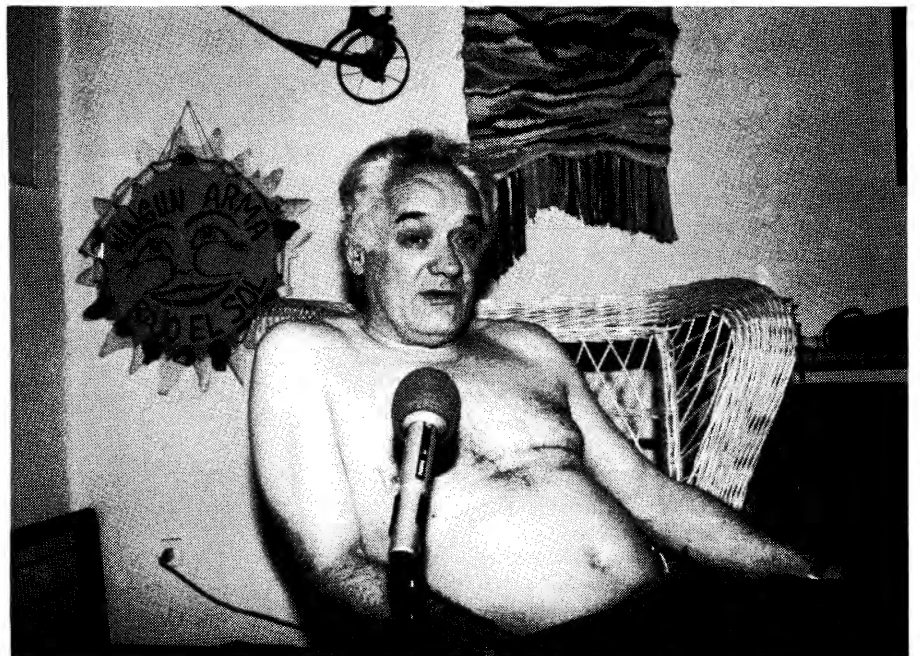
D'abord pour cette raison. Depuis toujours, ici, et en cette occasion c'était encore plus évident, les anarchistes ont affirmé que la seule possibilité était de se mobiliser, mais pour créer un vide autour du montage officiel. Nous pensons qu'alors la réponse aurait été plus significative, du moins, nous n'aurions pas abouti à la frustration de certains groupes marginaux qui ont cru que la seule action efficace était de faire campagne pour le «non». Le «non» était le droit octroyé par le pouvoir pour que son montage puisse être «homologué». Le résultat, c'est qu'on se trouve maintenant devant une profonde frustration.

Une autre frustration tient à ce que l'abstention aux élections législatives, qui se sont déroulées peu de temps auparavant, avait créé un vide institutionnel. Il ne faut pas oublier que 30% d'abstention à ces élections, cela représente autant de voix que celles du PSOE.

UNE PROSPECTIVE LATENTE

A 50 ans de la Révolution espagnole, que reste-t-il de ses luttes et de ses perspectives?

Un prospective existe encore, qui s'est amenuisée, ou plutôt compliquée, du fait de la régression sociale et parce que dans la période de transition, le mouvement ouvrier n'a pas joué un rôle actif. De plus, il n'y a pas eu de rupture politique, mais un consensus pour la réforme, dont les secteurs de gauche sont partiellement: ils se sont intégrés dans le néo-franquisme. En somme, les choses se compliquent, mais tout cela reste conjoncturel, donc non irréversible. La preuve en est que pendant deux-trois ans, la CNT représentait un projet d'organisation ouvrière, avec toutes ses finalités; elle était appuyée par un mouvement social important. Un mouvement anti-autoritaire avec de nombreuses caractéristiques libertaires. Cette prospective reste latente, mais ne peut, natu-



Luis Andres Edo

(photo Mimmo)

rellement, se structurer, dans ce pays qui n'a pas connu de rupture politique; celle-ci, tôt ou tard, devra intervenir: nous continuons à avoir la même armée, la même police, les mêmes structures administratives. Même si quelque chose est changé, la force fondamentale de l'Etat demeure, jusqu'à ce que cette force soit brisée, il n'y aura pas de rupture politique. Une rupture qui ne sera pas la révolution, mais amènera une nouvelle situation dans laquelle la classe ouvrière pourra jouer un rôle actif. Dans cette rupture, qui pourrait se produire dans quelques années, l'anarcho-syndicalisme et le mouvement libertaire pourront jouer un rôle important.

Outre les causes objectives et externes dont nous venons de parler, des causes internes ont eu une réelle influence dans l'état actuel de l'anarcho-syndicalisme. Par exemple, la CNT et le mouvement libertaire, pendant cette période de transition, n'ont pas été capables de comprendre que les groupes les plus actifs (courants de types autonomes, à caractère culturel et social) avaient des affinités avec la pensée anarchiste, et que ce mouvement ne pouvait et de devait pas être cristallisé autour d'une organisation. Une plus vive attention à ce mouvement devait avoir un seul but: casser le consensus à travers une violence sociale (bien entendu, pas dans le sens d'un groupe armé mais de rupture sociale radicale). Nous n'avons pas assumé ce rôle, ce qui fut une erreur interne.

VERS LA RUPTURE

Cette erreur est-elle due à la lutte pour le pouvoir ou à la faiblesse intrinsèque de l'anarcho-syndicalisme?

Historiquement, l'anarcho-syndicalisme a prouvé qu'il était capable de mener à bien des luttes qui dépassent le cadre syndical. Le problème est que la position spécifiquement syndicaliste ne pouvait pas nous conduire à une rupture politique, mais à une intégration de la CNT. Non par volonté politique, mais parce que le choix syndicaliste aurait amené naturellement à cette intégration. Certains ont choisi de volonté délibérée cette intégration, d'autres non. Dans le passé, la CNT a su trouver son salut dans des luttes qui dépassaient le cadre strictement syndical. Or, cette période de transition n'était pas propice à faire du syndicalisme, mais plutôt, la structure des syndicats pouvait être utilisée comme une force structurelle permettant d'aller en avant, avec tout le mouvement social, vers la rupture.

Si on n'a pas pu prendre cette direction, pouvons-nous affirmer que l'anarcho-syndicalisme n'a pas réussi à pénétrer dans la société contemporaine?

Non, je crois que les positions de la CNT résument tout le processus historique du mouvement ouvrier organisé, de caractère révolutionnaire. Ce processus qui démarre avec la Première Interna-

tionale se précise plus clairement avec la constitution des Bourses du Travail et de la CGT en France; le syndicalisme révolutionnaire et, finalement l'anarcho-syndicalisme de la CNT, qui est une nouvelle étape historique. C'est-à-dire que le mouvement ouvrier, face aux changements révolutionnaires, est dans un mouvement continue qui n'est pas déterminé pour toujours. Dans l'expression anarcho-syndicalisme, le syndicalisme est une nécessité, un moyen; la connotation «anarcho» doit conserver un ascendant moteur. C'est-à-dire que les positions exclusivement syndicalistes, même si elles amènent à utiliser des méthodes d'action directe, sur les lieux de production, demeurent une définition étroite de l'anarcho-syndicalisme.

LE DEPASSEMENT NECESSAIRE

Les luttes menées ces dernières années sont-elles le résultat d'une intégration dans le social de l'anarcho-syndicalisme, ou bien des luttes ponctuelles d'individus ou collectifs?

Il y a eu et continue à y avoir une pénétration sociale et conceptuelle de l'anarcho-syndicalisme. Par exemple des secteurs dans lesquels, il y a 50 ans, on n'aurait jamais pu parler d'autogestion, d'assemblée, de démocratie directe, sont aujourd'hui imprégnés de ces idées, parce que dans ce pays il y a eu un mouvement ouvrier vigoureux qui, depuis plus d'un demi-siècle a continué à propager ces concepts. Ces secteurs sociaux qui ont intégrés ces concepts ne sont pas devenus anarcho-syndicalistes, ni anarchistes. Mais cela est dû au fait qu'il a manqué à l'anarcho-syndicalisme les capacités de transformation. Certains anarcho-syndicalistes radicaux ont cru que la radicalité constituait à faire des actions dans le cadre restreint de la

production, tandis que pour radicaliser la situation, il aurait fallu dépasser le cadre strict du syndicat. Même si on lutte radicalement contre un patron, cela ne nous emmène nulle part, si on ne dépasse pas ce stade.

L'anarcho-syndicalisme ne peut se transformer s'il ne tient pas compte de ce dépassement nécessaire.

Enfin, ces dernières années, à certains moments, des secteurs sociaux se sont approchés de la CNT. Cela signifie que ces possibilités ont existé et sontinuent d'exister.

LA SCISSION

Donc, la scissions qui s'est produite au sein de la CNT, penses-tu qu'on puisse la placer au cœur du débat entre radicalisation ou intégration de l'anarcho-syndicalisme? Ou penses-tu qu'elle est due uniquement à des problèmes de pouvoirs personnels?

La scission dans le syndicalisme est un phénomène permanent. Le choix syndical implique en soi une connotation réformiste. Cette direction, l'anarchisme espagnol l'a assumée dès 1910, et a démontré qu'il pouvait l'assumer sans que le syndicalisme le conduise à une dynamique réformiste insurmontable ou irréversible. Mais, à un moment historique particulier, vital pour le pays, pour les partis politiques, l'armée, le patronat, l'église, etc... il est naïf de penser que la scission qui s'est produite dans la CNT soit due à ses contradictions permanentes, surtout si l'on pense que la CNT est la seule organisation capable, grâce à son bagage culturel et historique, de s'opposer réellement au système.

Il y a eu des causes externes qui ont dynamisées les contradictions.

Pourrais-tu nous expliquer ces causes externes?



Peinture murale à Barcelone contre l'OTAN

(photo Mimmo)

Ce sont des raisons politiques objectives. La première assemblée de la CNT (après la mort de Franco), appelée «assemblée de Sans» en 1976, fut facilitée par des contacts qu'avaient un certain nombre de personnes du syndicat du spectacle de Barcelone. Il faut se rappeler qu'à ce moment-là, la CNT était encore clandestine, et que ce syndicat du spectacle était toléré depuis vingt ans. Je ne crois pas qu'il faille personnaliser les problèmes, et il ne faut pas non plus faire une critique dogmatique contre eux, mais il faut rappeler des faits objectifs.

Un autre élément externe est que, par une espèce d'anti-communisme primitif, on veut créer à ce moment-là en Catalogne un pacte entre l'UGT (syndicat proche du parti socialiste), la CNT, le SOC (syndicat indépendant), etc... pour faire face aux CCOO (syndicat d'inspiration communiste). Il semblerait, à ce moment, que la CNT soit la préférée des hommes du pouvoir et que l'UCD (centriste) serait prête à l'aider à se reconstituer.

Mais un élément nouveau fera changer les choses: la grève à Roca (grande industrie de Barcelone). Dans cette industrie, il n'y avait pas d'adhérents à la CNT, mais elle a été la seule organisation à soutenir le mouvement. Cette solidarité va aller au-delà du simple soutien, pour toucher des couches sociales plus larges.

Cette première grève importante, et la solidarité qui s'est exprimée casse la dynamique de l'intégration de la CNT, et crée des contradictions dans le syndicat.

Un autre élément va amplifier ces contradictions. C'est la répression qui va s'abattre en janvier 1977 contre 30 militants de la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique). De plus, nous pouvons dire qu'il y a eu aussi environ 1 500 compagnons arrêtés en deux ans, et qu'ils sont restés en prison pour plusieurs jours, voire même un certain nombre de mois (à cause de leurs activités militantes).

On en arrive finalement à l'affaire Scala (incendie criminel dans un théâtre de Barcelone qui provoqua la mort de trois personnes; acte pour lequel furent accusés des militants de la CNT, dans un but évident de criminalisation de l'organisation syndicale). La chasse à l'anarchiste est ouverte, même à l'intérieur du syndicat.

Tous ces faits concrets qui viennent de l'extérieur se sont traduits par des luttes intestines. A ce moment-là, j'étais au comité régional de Catalogne et j'ai pu me rendre compte que s'organisaient des réunions parallèles, toutes de la même tendance, appuyées par des réformistes, des ex-catholiques, des maoïstes, etc... Ce phénomène, avec le temps, créera concrètement la scission.

Je ne pense pas qu'il y ait eu un accord tacite entre la police et l'action de ces camarades (pour beaucoup d'entre eux,



Peinture murale à Barcelone - Mai 86

(photo Sylvie Dejean)

sur un plan personnel, j'ai beaucoup d'estime) mais j'ai voulu souligner ces causes externes qui les ont poussés vers leur attitude.

LE PROCESSUS DE MATURATION...

On en arrive ainsi à la situation actuelle, avec l'existence de deux CNT. De plus, avec un jugement du tribunal qui reconnaît que la seule CNT existant légalement est la CNT que vous appelez «parallèle», ou «renovada». Quel effet a produit ce jugement?

Une conséquence néfaste, car l'âme de la CNT, les deux ou trois spécificités qu'on peut lui reconnaître n'ont jamais pu progresser réellement à travers des opérations d'influence, de comités, menées par certains militants. Les ruptures, les divergences se sont toujours surmontées à travers un processus de maturation.

La première phase dans la période critique est d'établir un statu quo pour surmonter les états d'âmes impulsifs. Il est logique que beaucoup dramatisent les choses. Ensuite débute un processus de maturation qui, petit à petit, pousse la scission vers une dynamique de dissolution. Ça a toujours été ainsi et le sera encore cette fois-ci.

Je crois que la scission n'a pas d'issue. Elle se trouve dans une impasse, tandis que l'épuisement de la CNT-AIT n'est pas un problème d'impasse, mais d'impuissance. Je pense qu'une CNT intégrée dans un espace qui n'est pas celui de l'anarcho-syndicalisme n'a pas d'issue. Ou, si elle atteint cet espace, le prix en sera sa complète intégration.

Enfin, on était arrivé, pour beaucoup de militants, dans cette deuxième phase: la maturation. Surtout dans ces derniers

mois, où la direction de la CNT scissionniste était en contact permanent avec le PC et les CCOO. Ils ont fait ensemble la campagne de lutte contre l'OTAN et le meeting du Premier Mai. Tout cela a été fait de façon autoritaire et sans en avoir discuté d'une manière directe, ainsi qu'on le fait traditionnellement dans la CNT. Cela a provoqué, chez un certain nombre de militants de la CNT scissionniste, un recul par rapport à ces transactions. Enfin, le jugement légal rendu ne permet d'entrevoir aucune perspective favorable à une éventuelle réunification.

Est-ce que tu penses qu'une seule CNT avec le nombre d'adhérents actuel et leur relative implantation peut avoir un rôle social dans la société européenne actuelle?

...ET CELUI DE MUTATION

L'anarcho-syndicalisme a un rôle à assumer dans la société moderne, parce que du (ou dans le) mouvement anarchiste et libertaire n'est pas née une structure capable de remplacer les structures d'un syndicat anarcho-syndicaliste. Mais moi qui suis à la CNT, je pense qu'elle doit s'engager dans un processus de mutation. En effet, le mouvement anarcho-syndicaliste structuré ne rassemble pas tout le mouvement, car il se développe dans des espaces toujours plus spécifiques: culturels, marginaux, etc...

La CNT ne sert pas à unifier tout ce mouvement, il n'est pas intéressant de structurer ces espaces, car ce serait leur mort. Il faut respecter leur autonomie.

Ce qui manque est une base permanente où tous puissent recevoir un appui, non

●●●

seulement solidaire, mais aussi physique et économique, d'initiatives, de défenses, etc... Pour l'instant, il n'y a pas d'autre structure que la CNT qui pourrait assumer ce rôle. Je considère que la CNT et l'anarcho-syndicalisme doivent continuer là où ils le peuvent. Je reconnais que, dans chaque pays, il y a des situations sociales et culturelles diverses, mais là où l'anarcho-syndicalisme peut exister, il doit se maintenir avec une orientation mutative de ses structures.

Par exemple, dans un fait historique aussi important que la révolution espagnole, existent des éléments structurels différents de la CNT: la Fédération des Collectivités d'Aragon était une structure autonome de syndicats, même s'il y participaient (mais tous les membres de la Fédération n'étaient pas syndiqués). Je veux dire que, dans certains moments historiques, des structures spécifiques se sont créées, qui n'étaient pas la CNT. Ces structures spécifiques affinitaires peuvent remplacer cette capacité à rassembler.

Cette mutation, qui me paraît être une forte préoccupation de ta part, devrait être, pour moi, appuyée par une production culturelle. Or, surtout ici en Espagne, il me semble qu'elle manque totalement. Par exemple, toutes les revues libertaires qui ont essayé, après

la mort de Franco, de créer un débat sur des bases théoriques pour faciliter cette mutation n'ont pas vécu longtemps. Comment l'expliques-tu?

DU MOUVEMENT EXPERIMENTAL

Il y a deux raisons. La première est historique. En Espagne, dans le mouvement libertaire, il a existé une période très riche qui a duré 40 ans, de 1870 à 1910. Pendant ces années-là plus de 400 publications furent éditées, dans lesquelles existait un débat profond sur toutes les fonctions de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme, qu'on appelait à cette époque-là, anarcho-collectivisme.

Mais le produit de ce grand débat avec des théoriciens de grande envergure équivalents aux grandes figures internationales (Ricardo Mella, Anselmo Lorenzo, Sernin Salvochea, Federico Urales, etc...) s'est traduit par un phénomène massif de type populaire qui minimise le problème théorique au bénéfice de ses réalisations. Ce débat devient un mouvement expérimental. Il ne veut pas expliquer la révolution, mais la réaliser, et il la réalisera. Pendant longtemps, constamment, et non seulement le 19 juillet 1936. Enfin, cet élément expérimental est celui qui

prendra le dessus sur l'autre base de type investigative ou théorique.

Le mouvement espagnol, en ce siècle, n'a peut-être pas créé des grandes bases théoriques, mais simplement des réalisations.

L'autre aspect du problème est que, dans le phénomène social de la transition, mais aussi avant, il y avait des individualités intellectuelles qui se sont trouvées face à une position structurelle de la CNT qui n'a pas permis la diffusion de ce travail théorique. Il existe des intellectuels, anarchistes ou non, qui auraient pu contribuer à une formulation du discours théorique mais ici, en Espagne, le problème de la structure (syndicale) est prioritaire sur les autres problèmes. Cela freine le développement d'un discours théorique, et je crois que c'est un grand défaut.

Cette lutte structurelle qui s'est manifestée clairement avec la scission n'a fait qu'empirer et freiner encore davantage cette recherche. Même si nous, à Solidaridad Obrera, quinzomadaire de la CNT-AIT de Catalogne, nous avons essayé d'ouvrir le débat, nous nous trouvons face à une multitude de difficultés, dont le problème de la scission qui empêche d'approfondir cette recherche.

Propos recueillis par Mimmo



Un syndicat fort et responsable

Domingo Ruiz, du Comité Confédéral de la CNT de Catalogne, travaille au secrétariat «Images et Relations». Je l'ai rencontré à Barcelone dans les locaux spacieux et modernes de «l'autre» CNT. Je lui ai demandé à quelle époque celle-ci fut créée.

En 1979, il y avait encore une seule CNT, mais deux courants d'opinion différents, dont un semblait majoritaire. A cette époque, je pense qu'il n'y avait pas de divergences idéologiques mais des différences d'appréciation quant à la tactique et à la stratégie d'adéquation à la réalité de l'Espagne d'aujourd'hui: l'ouverture du syndicat à tous les travailleurs, et non une sélection seulement idéologique.

Je crois que, même si la CNT est d'essence anarcho-syndicaliste et libertaire, on ne doit pour autant refuser l'entrée au syndicat à aucun travailleur; et cela pour que le syndicat reste une organisation de masse, comme il l'a toujours été.

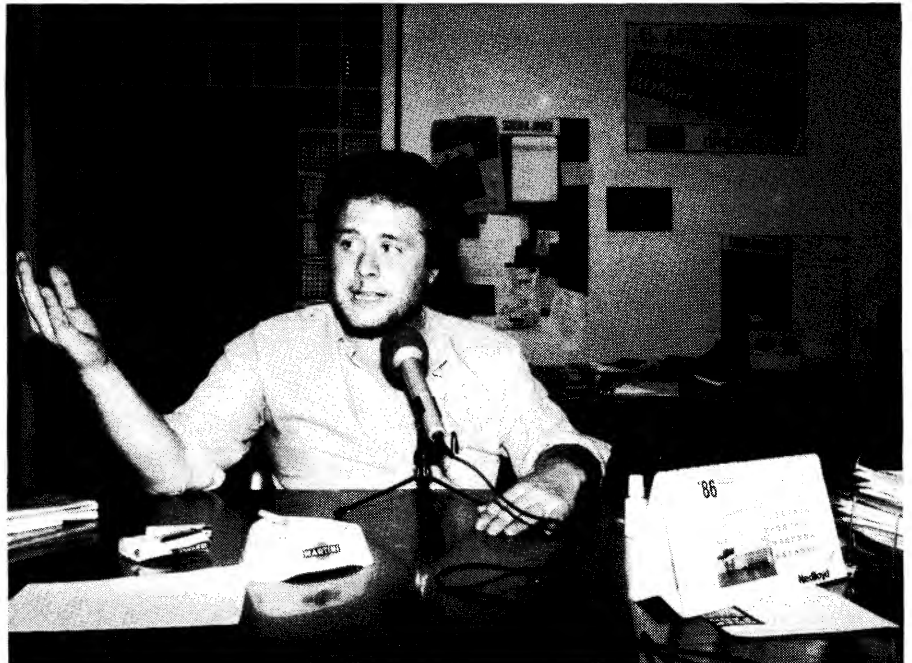
DES MANIPULATIONS DES VIOLENCES ET AUTRES CHOSES...

Toujours en 79 eut lieu le cinquième congrès de la CNT. Ce congrès se déroula dans des formes irrégulières; il y eut des manipulations, des violences et d'autres choses regrettables qui n'ont pas permis que s'établisse un débat correct entre les camarades. Alors, une délégation (formée de syndicats de toute l'Espagne) quitta la salle en critiquant le déroulement du congrès, surtout en ce qu'il n'avait pas respecté les opinions et les accords passés entre les syndicats.

A la suite de cela, en 80, un certain nombre de syndicats convoquèrent un nouveau congrès à Valence, créant, de ce fait, une scission. C'est à ce congrès que fut créée officiellement la «CNT-congrès de Valence» (Renovada).

La CNT de Valence commença à travailler avec des personnes de la CNT-AIT pour reconstruire la démocratie directe qui aurait dû fonctionner depuis toujours dans la CNT.

En 1983 se tint un nouveau congrès (le sixième) de la CNT-AIT, dans laquelle je militais encore. Un certain nombre de syndicats tenta de proposer à nouveau un changement de tactique, sans que l'idéologie soit remise en question. Ce changement devait seulement nous permettre d'être présents dans l'élaboration des conventions collectives et dans les élections syndicales. Car, même si nous sommes contre les comités d'entreprise, nous pensons que le seul moyen de les vider de leur contenu est d'y participer. De 1977 à 1983, au sein de la



Domingo Ruiz

(photo Mimmo)

CNT-AIT, nous nous sommes battus contre les élections syndicales, avec pour seul résultat d'être de moins en moins compris, de moins en moins nombreux, et donc, de plus en plus marginalisés.

La majorité des participants à ce sixième congrès était pour le changement de stratégie. Mais un certain nombre de circonstances étranges (violences et menaces, plus que lors du cinquième congrès), et le fait que certaines délégations favorables au changement partirent avant la fin le congrès, permirent à l'autre opinion de garder la majorité. Dans ces conditions, on appela un autre congrès qui devait se prononcer sur ce point spécifique, et qui se déroula deux mois après à Madrid.

Là non plus, tout ne fut pas clair. Une majorité se prononça pour l'opposition à la participation syndicale, alors que le secrétaire élu y était favorable (...).

Face à toutes ces contradictions, un certain nombre de syndicats fit appel au respect de la démocratie et se constitua en syndicat d'opposés. Ceux-ci commencèrent à prendre des contacts avec la CNT de Valence, ou à se transformer en collectifs syndicaux indépendants.

En réalité, tous ces secteurs décidèrent de se réunifier et appelèrent à un congrès d'unification confédérale en 1984. A ce congrès la CNT-AIT fut aussi invitée.

Pourquoi avoir continué à vous réclamer de la CNT alors que vous vous en êtes exclus vous-mêmes?

DEUX C.N.T.

Nous n'avons quitté la CNT-AIT qu'à cause de la violence qui y régnait. Nous n'avons pas voulu usurper le sigle CNT, mais développer nos idées, et réagir contre la dérive vers laquelle se dirigeaient la CNT et le mouvement libertaire.

Comme beaucoup de secteurs se réunifiaient pourquoi laisser le sigle à un secteur devenu minoritaire?

80 % des membres de la CNT appartiennent maintenant à la CNT (Renovada). Nous avons, comme eux, le droit de nous appeler CNT.

Nous sommes les seuls à avoir une présence dans les usines. Si la CNT-AIT avait une pratique syndicale et nous démontrait que sa stratégie était la meilleure, nous aurions pu établir des bases d'entente.

Combien d'adhérents avez-vous actuellement?

Eux (la CNT-AIT), affirment dans la presse avoir 50 000 adhérents. Mais nous savons que dans toute l'Espagne ils sont moins de 13 000. Nous, nous sommes 15 000 ou 20 000 personnes. Depuis la scission, la CNT (Renovada) se développe.

Votre CNT se développe-t-elle grâce à son ouverture?

Lorsque la CNT fut légalisée, après la mort de Franco, elle représentait une or-

●●●

ganisation forte et majoritaire dans certains secteurs. Puis les bombes dans le théâtre de la Scala et la scission furent fatales pour l'organisation. Mais lorsque notre CNT commença à s'ouvrir, à travailler dans les usines, sans pousser les gens dans la rue pour des conflits sans issue, les choses changèrent. On commença à faire du syndicalisme révolutionnaire, mais plus responsable. On permit l'adhésion de tous les travailleurs qui le désiraient, à condition qu'ils respectent les statuts de la CNT: assemblées comme organe de décision, pas de pouvoir aux comités, etc.

Maintenant dans les usines, ce sont les adhérents qui décident, et pas les anarchistes reconnus. Notre CNT se développe grâce à nos nouvelles positions, il faut le dire, lentement, mais sûrement.

Que veut dire, pour toi, «un syndicat responsable»?

Dans un vieux numéro de la revue «Ruedo Iberico», il était dit que la CNT était le syndicat le plus susceptible de mobiliser les gens, d'animer une grève, mobiliser les gens, d'animer une grève, d'exercer une pression dans l'entreprise, mais qu'il n'était pas capable de mener une lutte à son terme. Et qui la termine? Et qui profite de ce qu'a fait la CNT? Les autres syndicats, parce qu'ils négocient avec les patrons. C'est le problème. Etre responsable signifie savoir commencer et terminer une lutte. Même si les motifs existent d'entamer une lutte, il faut connaître les possibilités de la gagner. Sinon, on ne la commence pas. Pas parce que nous avons raison ou non, mais parce que, si on perd la lutte, pendant cinq ans personne ne pourra faire bouger les travailleurs. Il fait savoir ce qu'est la limite de ce qu'on peut accepter.

ETRE REALISTE SANS CHANGER D'IDEOLOGIE

Ce que tu dis peut rappeler le fameux «Il faut savoir finir une grève»... Il me semble que vous choisissez une voie qui s'intègre dans les schémas du syndicalisme qui prédomine aujourd'hui en Europe. Ce qui me préoccupe, c'est de savoir si un anarcho-syndicalisme est possible aujourd'hui comme force de transformation radicale de la société ou s'il faut se limiter à des formes syndicales plus réformistes.

L'anarcho-syndicalisme est possible. Pour nous, s'adapter à la société ne signifie pas s'y intégrer. Si la CNT-AIT et d'autres organisations libertaires se légalisent, cela signifie-t-il qu'elles s'intègrent? Mais, si elles ne sont pas légales, elles ne peuvent pas agir publiquement. Si nous voulons utiliser la loi (même si, comme tous, nous faisons des choses illégales), c'est pour arriver au fond du problème du travail (être où sont les travailleurs). L'anarcho-syndicalisme est



«Commémoration» de la révolution espagnole: entrée du concert rock organisé par la CNT (Catalunya) (photo Mimmo)

possible, ainsi que de transformer la société, sinon on ne serait pas là. Notre CNT veut devenir un syndicat fort avec beaucoup d'adhérents et une large base. Avec aussi des militants qui se forment, avec un syndicat capable d'acquiescer une influence dans tous les secteurs de la société: dans la production, la culture, les quartiers, dans les projets alternatifs, dans la diffusion des idées libertaires, etc.

On peut utiliser un certain réalisme sans forcément changer l'idéologie. Rester à cinq ou six ne sert à rien. Il faut travailler à créer un contre-pouvoir. Il faut arriver au point que, si le gouvernement veut faire passer une loi que la CNT n'accepte pas, elle doit imposer son point de vue.

Tu dis que l'anarcho-syndicalisme est possible et a un avenir. C'est ici, en Espagne, que la réalité anarcho-syndicaliste est la plus importante (30 ou 40 000 adhérents entre les deux CNT). Cependant ce n'est qu'une petite force. Ne crois-tu pas que cela est dû au fait que les travailleurs ne veulent pas s'engager dans un syndicat d'inspiration révolutionnaire?

Les gens ne veulent pas être à la CNT non pas parce qu'ils ne le désirent pas mais parce qu'elle est incompétente. Depuis sa légalisation, il n'y a eu que des luttes intestines. Au début, elle commença par faire des choses intéressantes mais elle cessa de signer des conventions collectives et n'accepta plus de dialoguer avec d'autres ne faisant pas partie de la CNT. Elle s'est renfermée en elle-même comme une famille qui a peur d'être volée de ce qu'elle possède.

Est-ce que tu penses que le syndicalisme révolutionnaire puisse se développer ailleurs qu'en Espagne?

Oui, sauf qu'il n'existe pas dans les autres pays cette tradition. Mais pour

cela, il faut que l'anarchisme s'adapte au vingtième siècle, parce que nous nous battons avec les mêmes armes idéologiques et tactiques qu'au siècle dernier. Par contre l'Etat et ses autres idéologies ont su s'adapter. Nous voulons par exemple informatiser la CNT. Même si beaucoup de gens pensent que l'informatique nous opprime et nous domine.

CHANGER LE CONCEPT DE L'OUVRIER

Nous pensons qu'il faut changer le concept que nous avons de l'ouvrier: il n'est plus celui d'il y a cinquante ans. Il a un salaire, une automobile, une maison et il demande toujours d'avantage. Il ne faut pas refuser ou rejeter ces gens, comme le font les anarchistes dans le monde entier en les considérant comme embourgeoisés. Nous ne pouvons pas changer l'ouvrier de l'extérieur. L'ouvrier doit être dans la CNT ou dans le mouvement anarchiste pour qu'il change.

Même si nous essayons de nous adapter à la réalité ou si nous reconsidérons les vieilles théories, nous, dans les autres pays, nous n'arrivons pas à avoir une prise sur la société! Vous, par contre, vous résistez bien même si vous n'êtes qu'une petite minorité. Pourquoi?

Parce qu'ici la CNT représente quelque chose d'important. Une force sociale qui a entraîné une transformation sociale révolutionnaire avec 2 millions et demi de personnes. Et elle reste dans l'imagerie populaire traditionnelle comme en Italie le Parti Communiste.

Beaucoup de personnes ne sympathisent pas avec nos idées mais avec ce que la CNT a réussi à réaliser (en 36-39).

Dernièrement, vous avez participé au référendum su l'OTAN. Avez-vous parti-

cipé aussi aux élections législatives de juin 1986?

Oui, nous avons participé au référendum ensemble avec toute la gauche, sauf bien entendu le Parti socialiste. Et nous avons perdu par seulement un million de voix. Mais si le gouvernement n'avait pas eu de son côté tous les moyens de communication il aurait perdu. En ce qui concerne les élections législatives nous n'avons pas fait une campagne abstentionniste mais nous avons dit à la presse notre position abstentionniste.

Nous n'avons pas fait de campagne car ces élections ne présentaient aucune

surprise et parce que nous ne croyons pas aux processus parlementaires.

VISCA CATALUNYA

Un autre aspect de votre CNT est qu'elle s'intéresse au nationalisme.

Oui. L'année dernière, la CNT-Catalunya dans son congrès a traité de ce problème. Nous respectons les nationalités et ainsi que nous le disons dans notre motion nous nous déclarons nationalistes.

Cette position ne te paraît-elle pas anti-libertaire?

Une chose est le respect des frontières et une autre chose est le respect de la culture et des communautés qui ont des habitudes et des coutumes en commun. Ces communautés ont le droit à l'auto-organisation.

Par ailleurs, nous ne participons pas au mouvement politique nationaliste catalan. Mais nous essayons de développer la langue et les traditions dans cette région (par exemple avec notre périodique «Catalunya» qui est écrit en Catalan).

Propos recueillis par Mimmo

TROISIEMES JOURNEES INTERNATIONALES SUR LA PEDAGOGIE LIBERTAIRE

Du 18 au 26 juillet, 300 personnes ont participé à Valence aux Troisièmes Journées Internationales sur la Pédagogie Libertaire, organisées par la Fédération Nationale des Enseignants (CNT-Renovada). Francisco Jarmona, secrétaire national de cette fédération nous a déclaré qu'elle était créée depuis trois ans et que les adhérents en étaient encore peu nombreux: «Au début, nous étions trois syndicats, vingt-cinq maintenant, soit huit cents à mille adhérents». Nous lui avons demandé les objectifs de ces journées.

La Fédération est à l'origine de ces journées mais, à partir des secondes journées, un collectif d'enseignants est venu se joindre à nous, «Aula Libre» (ce sont divers groupes de toute l'Espagne qui publient de petits bulletins sous le titre «Aula Libre», nda). Et, pour cette édition, d'autres collectifs et d'autres groupes ont participé à sa réalisation (par exemple le collectif Scuola Libera, Radio Klara —une radio «libre et libertaire» de Valence—, le Centre d'Etudes et de Communications Alternatives, etc...).

L'objectif que nous nous étions fixé était triple: développer l'échange d'expériences entre camarades de divers lieux qui n'étaient pas satisfaits de participer à «scuole estive» organisées soit par des

syndicats (dont le nôtre), soit par des groupes de renouveau pédagogique.

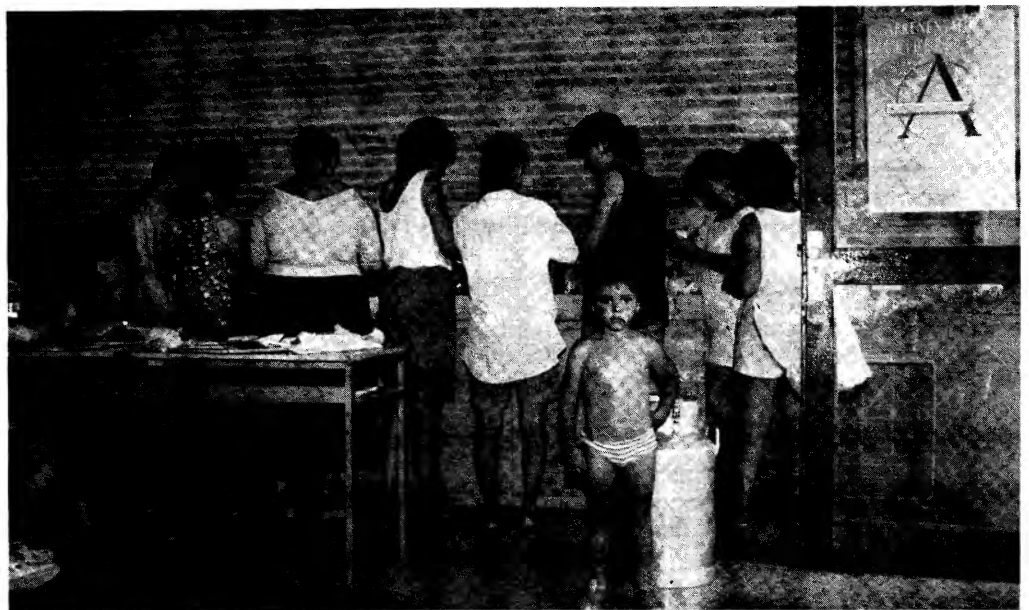
Durant ces «scuole estive», on parle surtout de comment bien enseigner les mathématiques ou comment apprendre à utiliser un métier à tisser, en somme on parle beaucoup de pédagogie alors que nous voulions plutôt parler de politique. Et c'est justement

Le troisième objectif était et est de nature syndicale, c'est-à-dire augmenter la puissance des syndicats de la CNT; cet objectif est d'ailleurs atteint puisque à chaque édition de ces journées nous avons créé 5 ou 6 nouveaux syndicats.

Y-a-t'il des différences entre les trois rencontres que vous avez organisées jusqu'ici?

troisième bigarrée si l'on considère la quantité d'ateliers qu'il y eu, de la cuisine végétarienne à la production radiophonique, en passant par les groupes d'études sur l'idéologie et l'éducation, sur les femmes, et ainsi de suite...

Une des critiques de ces journées est qu'il me semble que vous vous préoccupez



L'atelier végétarien pendant les journées internationales

Photo Mimmo

là notre deuxième objectif: approfondir ce qu'a été l'éducation libertaire, en abandonnant ce qui ne nous sert plus dans Bakounine, Malatesta, Ferrer y Guardia, en restant au courant de ce qui nous intéresse. C'est-à-dire nous intéresser à ces nouveaux apports qui, tout en ne se déclarant pas libertaires, le sont probablement dans la forme d'organisation d'un centre, les relations aux élèves, etc...

Oui, il y a des différences au niveau de l'organisation: la première fut très bien organisée, peut-être trop, parce que les personnes présentes n'eurent que peu à faire ou à demander; la deuxième fut un peu moins organisée, il y eut un peu plus de créations; et enfin cette dernière, très peu organisée, selon moi. Il y a une autre différence dans le contenu: la première fut plus syndicale; la seconde plus idéologique et la

plus de créer des syndicats que de produire des analyses, des théories qui puissent servir dans la pratique. Pour vous, est-il plus important de créer des syndicats que des théories?

Il y a un peu de vérité en tout. Pour nous il est très important de créer des syndicats pour le moment, peut-être que l'an prochain ce sera le contraire.

●●●

Mais, de toute façon, il est difficile de créer des théories parce que c'est un fait constatable, il me semble que la pensée libertaire aujourd'hui n'a pas de grande figure, tout au moins dans le domaine de l'éducation. Et puis, les personnes qui viennent à ces rencontres pour exposer le point de vue ne sont pas de fortes personnalités, mais des camarades de bonne foi et de bonne volonté, comme nous avons tous. Malgré tout, nous sommes arrivés à quelques conclusions. Par exemple, nous pensons que l'on peut enseigner la pédagogie libertaire en dehors des institutions scolaires. En utilisant certains moyens des écoles de l'état, on peut, en créant des groupes pédagogiques, faire quelque chose qui ressemble beaucoup à la pédagogie libertaire. Dans la mesure où il y a des éléments valides et courageux pour affronter les risques qu'une telle attitude provoque.

Enfin, alors qu'avant la privatisation de l'école était une idée très influente dans la pensée libertaire, elle est de moins en moins acceptée de la part des syndicats, parce que nous croyons que l'école libertaire doit être de toute manière publique dans sa gestion et dans son organisation. Je me souviens que, dans un ancien congrès de la CNT, on affirmait qu'il fallait créer des collèges pour les travailleurs, à la charge des syndicats. Une façon, en somme, de privatiser l'en-

seignement et de lui donner une idéologie. Aujourd'hui, en revanche, nous pensons qu'il vaut mieux offrir aux jeunes travailleurs et aux fils de la bourgeoisie une ouverture sur la connaissance et non un endoctrinement depuis l'enfance, ainsi qu'une certaine tendance a essayé d'agir en certaines périodes, mais peut-être parce que, en ce temps-là, il fallait courir derrière la révolution. Maintenant, ce n'est plus ainsi.

Ces journées annoncées comme «internationales» ne me semblent pas en avoir le caractère; comment cela se fait-il?

(Mise à part la présence de nombreux camarades français liés surtout à l'expérience du Lycée Autogéré de Saint Nazaire et un ou deux italiens et allemands, il n'y avait pas beaucoup d'«étrangers»).

Le problème est qu'il est difficile d'organiser des journées vraiment internationales. De toute façon, nous avons envoyé plus de 500 lettres à l'étranger. Mais ces collectifs que nous avons contactés n'ont pas répondu en masse et, entre autres, nous n'avons pas l'argent pour payer les frais à tant de gens.

Voyez un peu, maintenant, quels sont les objectifs de votre Fédération dans un futur proche?

Le plus immédiat nous est imposé par l'administration. Il s'agit de participer aux prochaines élections syndi-

cales qui se dérouleront au mois de novembre ou de décembre. Pour nous, c'est un grand défi puisque nous ne disposons pas de moyens économiques. Nous sommes une organisation constituée depuis peu et je pense que nous aurons des résultats médiocres.

Malgré tout, nous nous présentons dans les provinces où, même si nous n'avons pas un grand syndicat, nous pouvons collaborer avec des personnes indépendantes qui sont disposées à seconder notre programme.

Et quelles autres revendications avez-vous pour le moment?

Dans les cours syndicaux qui ont eu lieu pendant ces journées, qui, plus que des cours ont été des réunions de la Fédération, nous avons élaboré le programme syndical que nous présenterons. Il se résume dans la revendication d'un corps unique d'enseignement, sur un modèle de négociations différent de celui imposé par la «Loi de Liberté syndicale», et enfin par la défense de l'école publique, laïque et gratuite.

Et maintenant, la question piège? Y a-t-il une différence idéologique, ainsi que dans la manière de travailler, entre les deux CNT, au-delà même le problème des élections?

Oui, il y a une différence à la base et elle est dans le type d'organisation que nous cherchons.

Je crois que le groupe appelé CNT-AIT veut un modèle d'organisation ayant les idées claires, qui sache ce qu'il veut, et que ce soit un petit groupe si nécessaire, afin qu'il ne s'éloigne pas de son propre idéal. Une position puriste.

Nous pensons au contraire qu'une organisation syndicale doit être large et qu'elle doit drainer beaucoup de gens auxquels on ne doit pas tant parler d'idées précises ou de but — ceci représentant un dogme — mais d'expériences, de travail, de résultats positifs. Et, en ce sens, il m'est égal que l'on nous désigne comme réformistes ou comme «possibilistas». Nous sommes «possibilistas» dans le sens où nous savons qu'aujourd'hui la classe ouvrière, en Espagne, a un niveau très bas. En outre,

notre position abstentionniste et notre mise à l'écart des négociations collectives, dans la période de transition (du franquisme à la démocratie), nous a démontré que nous n'avons pas réussi à conquérir uniquement un espace syndical clair, mais à nous éloigner de l'espace que nous avions.

Maintenant, au contraire, il s'agit, sans renoncer aux idées libertaires que nous devons avoir, d'être flexibles en ce qui concerne tout ce qui est tactique et conjoncturel. Et nous ne devons pas être obtus au point de ne pas permettre à des personnes non anarchistes d'entrer à la CNT.

Si nous sommes de bons anarcho-sindicalistes, ils sont des anarchistes dans la CNT, mais s'ils ne viennent pas, ils ne pourront jamais le devenir.

Enfin, les personnes qui viennent à ces journées, sont-elles adhérentes de la CNT, ou bien y a-t-il de tout?

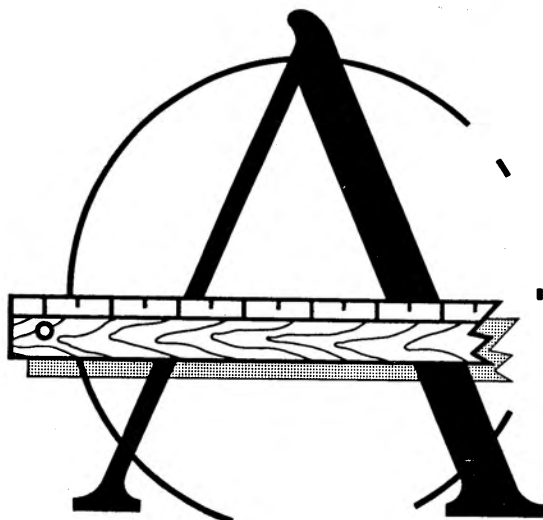
Les adhérents sont une minorité, 40 ou 50 sur les 300 présents; puis environ 150 qui doivent être des libertaires mais qui n'ont aucune relation, de près ou de loin avec la CNT; ils viennent parce qu'ils nous connaissent personnellement, par sympathie ou par curiosité: ils sont venus voir si tout cela est réellement intéressant ou si c'est seulement un «rôle».

Et les prochaines journées, l'année prochaine?

Tout dépend si le travail pour les élections syndicales est fait dans le premier trimestre de l'année scolaire. S'il en est ainsi, il y aura une quatrième édition l'année prochaine, probablement à Barcelone.

Propos recueillis par Mimmo

III JORNADES INTERNACIONALS



DEL DIVENDRES 18 AL 26 DE JULIOL DEL 1986
UNIVERSITAT LABORAL DE CHESTE (VALÈNCIA)

ARTICLES DEJA PARUS DANS IRL ET TRAITANT DE L'ESPAGNE

n. 1 - déc. 73-janv. 74 - au n.9 - fév. 76

— « De Julio Sanz Oller, ouvrier à Barcelone »
(D'après un livre édité en espagnol par Ruedo Iberico). Arrêt au n.9 lorsque les éditions Fédérop ont repris ce livre sous le titre: « L'espoir demeure: les commissions ouvrières à Barcelone ». Menaces de la part de Fédérop de poursuivre IRL en justice si on n'arrêtait pas la publication de ce livre en feuilleton. Le n.9 contient la préface de Julio Sanz Oller (« oubliée » dans l'édition française), ainsi qu'une mise au point du traducteur d'IRL.

n.7 - été 75

— « Interview d'un camarade espagnol (traduit de Rivista A n. 9) (3 pages) interview de Paco, 23 ans, employé exilé depuis un an car recherché par la police: la répression, le MIL, GAAC, OLLA, Puig Antich, la mort de Carrero Blanco, le PCE, le PSOE, la présence anarchiste dans les luttes, les rapports entre jeunes et vieux ans...

— « Lettre de prison » (1 page) texte de Luis Andres Edo, David Urbano Bermudez, Luis Buro Molina et Juan Ferran Serafini, emprisonnés en Espagne.

n.8 - octobre 75

— Suite aux manifestations après la mort de Puig Antich, avec communiqué de la CNT. (p. 2 et 3).

n.9 - février 76

— Brève sur l'arrestation de militants du MLE à Barcelone.

n. 10 - ? 76

Dossier « Espagne soixante seize »
— L'espoir (introduction)
— entrevue avec un copain de Madrid: la reconstitution de la CNT
— un anarcho-syndicaliste de Saragosse: la renaissance de l'autonomie ouvrière
— réunion avec des camarades de « Frente Libertario »
— l'Espagne de Juan Carlos: des lubies du « Monde » à celles des gauchistes
— un jour comme un autre à Barcelone

n. 12

— « A propos de la OLLA »

n. 13

— « La CNT en Espagne » le 30 octobre 1976, premier meeting « autorisé » de la CNT en Catalogne devant 6000 personnes.

n. 15

— « Quand les femmes sortent de leur cuisine »: les femmes des travailleurs de l'entreprise Roca en grève.

n. 16 - octobre 77

— « 22 et 25 juillet: Journées internationales de Barcelone »
— texte non signé et diffusé lors des journées internationales libertaires: « Sur l'amnistie totale ». (p. 6 et 7)

n. 17 - décembre 77

— « A propos du congrès de la CNT - Madrid - décembre 79 » (p. 26 à 28) Texte de Frank Mintz qui a valu à son auteur et à IRL de « s'attirer les foudres » de la CNT-AIT.

n. 34 - juin 80

— « Interview de Jose Luis Garcia Rua, secrétaire régional de la CNT Andalousie, professeur de philosophie à l'Université de Grenade » (p. 18 à 23)

n. 36 - oct. nov 80

— « La révolte des chômeurs andalous » (p. 10 à 13 et 33)

n. 39 - avril mai 81

— « Avoir 13 ans en Espagne » (p.23 à 27): interview des enfants d'une classe dans la banlieue de Barcelone.

n. 45 - mai juin 82

— « Barcelone 37 » (p. 24 et 25): interview d'un militant de la CNT.

— « Origine de l'anarchisme espagnol »: compte-rendu d'une discussion au centre Max Nettlau de Paris avec le professeur et universitaire Jose Alvarez Junco (2 col.)

n. 49 - février mars 1983

Dossier VI ème congrès de la CNT (p. 26 à 35):

— « La CNT existe, je l'ai rencontrée » (présentation)

Interviews de:

— Cristobal Valles, militant barcelonais

— Lola Fernandez, syndicat santé, Malaga

— Juan Gomez Casas, 61 ans, syndicat du Livre, Madrid

— Jose G. Rua, 59 ans, syndicat « oficios varios », Grenade

— Carmen Diaz Mayo, 38 ans, santé, Barcelone, directrice de Solidaridad Obrera

— Magdalena Fernandez, directrice CNT

— Yaël, syndicat textile, Barcelone

— Emilio, 20 ans, Ateneo Libertario La Vernera, Barcelone

— Miguel Ancel Fernis: « L'autre CNT »

n. 50 - avril mai 83

Suite dossier VIème Congrès de la CNT (p. 27 à 31)

— semaine culturelle internationale

— suite interview Yaël

— Miguel Chicano, centre documentation historico-social

n. 56 - été 84

— « Radio Klara »: interview d'une radio libertaire à Valence (p. 32 et 33)

n. 57 - octobre décembre 84

— « Le MAL arrive » (Mouvement Alternatif Libertaire): interview de José, militant anarchiste de Barcelone

— Manifeste du MAL (p.13 à 15)

n. 68-69 - été 86

— « Il y a cinquante ans: la révolution »: interview de Fontaura, militant de la CNT, journaliste en 1936 (p. 14 et 15).



Mémoires

pour un présent difficile



Rue de Lisbonne, 1986

(Photo Sylvie Dejean)

En 1926 un coup d'état militaire met fin à la vie brève et agitée de la première République portugaise. Les partis républicains sont abandonnés par une bourgeoisie fragile et parasitaire, laquelle va bientôt trouver dans l'« Etat Nouveau » et dans la « Révolution nationale » salazariste, le régime enfin capable de mettre de l'ordre dans la société, de protéger la propriété et de mater la révolte populaire qui s'étendait de jour en jour. A la tête des luttes on trouvait la CGT, d'orientation syndicaliste révolutionnaire, qui regroupait la presque totalité des syndicats. Parmi les travailleurs, et à l'image de ce qui se passait dans le pays voisin, les conceptions du communisme libertaire gagnaient des adeptes (1). Déjà affaiblie par la sauvage répression des gouvernements républicains, déchirés par la grande scission de 1925 qui a vu naître une organisation syndicale bolchévique, la CGT a été la

cible privilégiée du régime autoritaire instauré en 1926. L'avènement de l'état corporatiste de Salazar, début des années trente, n'y a rien changé, tout au contraire. Poursuivis par la police, expulsés des lieux de travail, poussés vers la clandestinité, dépossédés de leur presse et autres moyens d'agitation, les militants de la CGT se sont vite trouvés séparés de la masse des travailleurs que le nouveau régime organisait dans des syndicats corporatistes.

Le 4 juillet 1937, alors qu'il s'apprêtait à assister à une messe, Salazar échappe de justesse à un attentat. Une dizaine d'anarcho-syndicalistes sont arrêtés. Un seul, Emidio Santana, jeune activiste des Jeunesses Libertaires, parvient à se cacher et réussit à s'embarquer clandestinement sur un bateau qui quitte le port de Lisbonne. Découvert par l'équipage, il essaye tout d'abord d'obtenir asile en France. Celui-ci lui est refusé. Arrivé à Southampton, la police anglaise l'extrade vers le Portugal. Comme on peut le

constater, la collaboration des polices ne date pas d'aujourd'hui ! Pendant deux ans, il subira des interrogatoires et le jugement sera vingt ans de prison. Deux emprisonnés mourront, les autres seront libérés quatorze années plus tard... grâce à une amnistie. Quarante ans plus tard, le 25 avril 1974, Emidio Santana et beaucoup de vieux militants de la CGT sont dans la rue avec le peuple, fêtant la fin du régime autoritaire. Côte à côte avec des gens de la nouvelle génération ils se jetteront tout de suite dans le militantisme, essayant de faire renaître le courant libertaire. Pendant la « Révolution des œillets » ils trouveront un terrain propice et réceptif à leurs idées. C'était le mouvement social lui-même qui mettait à l'ordre du jour des pratiques et des conceptions où ils se reconnaissaient en tant que libertaires.

Aujourd'hui, les choses ont changé, les œillets sont plus que fanés et la vie est très dure pour beaucoup de Portugais qui sont toujours les mêmes. Les travailleurs,

le dos courbé par la mise au pas qui suivit la période révolutionnaire, subissent en plus les terribles effets de la crise économique qui touche le pays de plein fouet. La restauration de l'« ordre » et des « libertés démocratiques » — menée tambour battant par la social-démocratie en tête depuis dix ans — n'a apporté au peuple portugais qu'une continuité dans un sous-développement chronique. Le chômage touche, au bas mot, 15% de la population active ; la malnutrition, la faim et la détresse sont monnaie courante dans les centres industriels que furent jadis les foyers de la révolution anti-capitaliste. Il est vrai que la facture d'une révolution perdue est toujours lourde ! La jeunesse, marginalisée par le chômage, interdite d'émigration (2), est rongée par la drogue et par la délinquance. Les salaires sont les plus bas de l'Europe (de 40% inférieurs à ceux des travailleurs espagnols) et le taux d'analphabétisme reste de l'ordre des 25%. Dans la région de Lisbonne — où le niveau de vie moyen est le plus élevé

dans le pays — plus de 60000 personnes vivent dans des bidonvilles, 180000 dans des taudis. Dans les quartiers populaires de la grande banlieue, c'est carrément un tiers des gens qui vit dans de telles conditions (3). Une fois n'est pas coutume, les patrons portugais sont aujourd'hui à la pointe du progrès pour ce qui est de chercher des « solutions » à la crise. C'est ainsi que 100000 travailleurs se trouvent avec des salaires en retard de paiement ! Une substantielle réduction dans les coûts de la force de travail... Sans trop de résultats toutefois puisque la productivité a, elle aussi, chuté vertigineusement. On avait oublié cette résistance de dernière minute de la marchandise humaine ! Bref, au désarroi et à la désillusion des années post-révolutionnaires vient aujourd'hui s'ajouter une baisse notable du niveau de vie. Seules exceptions : quelques régions où l'industrie travaille pour des multinationales (textile, électronique) ou encore quelques petites villes où la gestion des communistes est parvenue à améliorer les prestations sociales.

Dans un tel scénario de déconfiture sociale et de sous-développement, que sont-ils devenus ces gauchistes et faiseurs de révolutions qui tenaient le haut du pavé entre 1974 et 1976 ? Comme partout ailleurs la grande majorité est aujourd'hui rangée, malheureux et tristes membres de l'Association Mondiale : « La révolution nous l'avons tant aimée ». Faut de pouvoir éduquer le peuple ils éduquent leurs enfants, pères de familles réalistes, cadres modernistes amateurs de « nouvelle cuisine », fonctionnaires et chercheurs d'Etat courant après les bourses et les places. Dans son coin, le petit milieu libertaire survit, s'accroche, est toujours là. Des jeunes sont venus, des revues sortent, on discute, des librairies s'ouvrent. Les vieux libertaires se permettent même, de temps à autre, le luxe de mourir jeunes et idéalistes, trahis par leurs corps usés par l'âge et les épreuves. De temps à autre aussi, les journalistes les découvrent. Titre : « Une dame anarchiste de 98 ans déclare à notre reporter qu'il faut refaire le monde ! » Drôle

d'époque... Dans leur majorité ils sont farouchement anti-communistes ; parfois trop sensibles à l'appel du pied des socialistes en manque de « figures du passé » ; chaleureux et solidaires mais parfois aussi très conservateurs. Ils représentent avant tout un courant du passé qui a légué au présent les principes d'une éthique politique et militante sans reproche, d'une opposition sans faille à toutes les formes d'exploitation et d'oppression. Dans ce milieu, Emidion Santana (E.S.), l'homme de l'attentat contre Salazar (4), est une figure. Fidèle à ses conceptions anarcho-syndicalistes, il anime avec des amis le journal *A Batalha* (5), l'ancien organe de la CGT, réapparu après le 25 avril 1974. Il vient aussi de faire paraître ses mémoires de militant (6), qui méritent une attention particulière.

LA CGT PORTUGAISE ET LA REVOLUTION RUSSE

Il s'agit d'un récit qui couvre l'histoire du Portugal, et pas seulement la période de 1910 à 1980. L'itinéraire d'une vie qui se croise avec les événements du siècle : la révolution russe, l'apogée de l'anarchisme ibérique, la révolution espagnole, les totalitarismes et la deuxième guerre. C'est aussi un livre attachant de par la vivacité du récit, les réflexions de l'auteur, la variété des faits rapportés. C'est ainsi qu'on découvre la vie quotidienne dans les quartiers prolétaires de Lisbonne au début du siècle ; le rôle du syndicalisme-révolutionnaire dans la culture ouvrière, les écoles « nouvelles » les bibliothèques ; les rapports conflictuels entre le mouvement syndicaliste et les partis républicains bourgeois, toujours prêts à réprimer férocement les grèves mais aussi à utiliser les travailleurs comme chair à canon lors des successifs putschs monarchistes.

Mais ce petit univers portugais le voici brusquement ébranlé par les échos lointains mais prometteurs de la révolution russe. Les horizons s'ouvrent et les travailleurs portugais se réveillent à des préoccupations plus universelles. La CGT assumera vite une position internationaliste,

décidant de boycotter dans les ports tout transport de troupes ou de matériels dirigés contre la révolution russe (Congrès d'octobre 1922). Ici comme ailleurs l'évolution de la situation européenne aura très vite des répercussions sur le mouvement syndical. C'est au moment même où E.S. commence à militer à la CGT que la scission se produit entre la majorité syndicaliste-révolutionnaire et les syndicalistes liés au nouveau parti communiste. Ces derniers avaient formé, dès 1919, la Fédération Maximaliste, tout en restant à l'intérieur de la CGT. En 1921 naît le Parti communiste et, en 1925, les communistes rompent avec la CGT et créent leur propre organisation syndicale. A ce propos, E.S. montre comme l'exemple portugais tend à infirmer la thèse communément acceptée — et qui est à l'origine celle de la théorie léniniste — qui veut que le syndicalisme-révolutionnaire soit l'expression des intérêts d'une classe ouvrière archaïque, liée à l'artisanat et à la petite industrie. Or, dans tous ces secteurs, on trouvera aussi bien des partisans du syndicalisme-révolutionnaire que du communisme bolchévique. Par contre la CGT restera implantée dans les centres prolétaires, comme le textile, les mines et les grandes propriétés latifundiaires du Sud. De son côté, la scission bolchévique n'aura d'assise que dans les syndicats des ouvriers des Arsenaux d'Etat, couche pénétrée d'un esprit corporatiste, bien payée et bénéficiant d'avantages sociaux exceptionnels pour l'époque. Le rapport conflictuel qui se créera entre la CGT et le courant communiste occupe une place importante dans le livre de E.S. Malheureusement il donne trop de place aux affrontements entre les dirigeants alors qu'on aurait préféré mieux connaître l'attitude du militant de base. Dans cette base de la CGT l'auréole de la révolution russe survivra à toutes ces polémiques et scissions et le PC s'en servira pour étendre son implantation. Il faut aussi considérer que les premiers militants communistes — les « maximalistes » — « n'avaient que la dureté et le sectarisme » que les staliniens auraient plus tard et « gardaient l'habi-

tude du dialogue et de la solidarité (7) ». A l'époque, la séparation était loin d'être nette entre les idées et les modes d'action des uns et des autres. C'est ainsi qu'en 1919 on pouvait se déclarer : « en principe anarchiste et syndicaliste-révolutionnaire », tout en se considérant aussi « bolchévique, communiste, maximaliste ou partisan des soviets (8) ». Ce n'est que plus tard, avec la bolchévisation du parti dans les années trente, que les choses vont changer et qu'un nouveau type de communiste, sectaire et rigide, fera son entrée sur la scène politique portugaise.

LE DERNIER SURSAUT : LA GREVE GENERALE DE 1934

La rupture entre la CGT et le PC va devenir irréversible après la tentative de grève générale insurrectionnelle de janvier 1934. Le but était de s'opposer à l'instauration d'un syndicat corporatiste, prenant pour modèle celui de la Carta del Lavoro mussolinienne. La direction communiste, contactée par celle de la CGT, commence par garder ses distances envers les préparatifs de la grève. Alors que des signes divers donnaient à penser que la police politique était informée du projet, la CGT hésite à déclencher le mouvement. Mais le Parti renverse la vapeur et précipite les choses. A la base les militants communistes et ceux de la CGT sont coude à coude, mais la grève ne sera pas suivie. Ce n'est que dans le petit centre industriel de Marinha Grande (au nord de Lisbonne) que les travailleurs réussissent à occuper les usines et contrôler la ville jusqu'à l'arrivée des forces militaires. La répression est féroce et des centaines de travailleurs et militants seront envoyés dans les camps de concentration du Cap Vert, appelés les « Camps de la mort ». Le PCP rejettera la responsabilité de l'échec de la CGT, accusée d'« activisme putschiste » et de « terrorisme ». A posteriori le Parti reprochera à la CGT de ne pas avoir eu recours aux voies légales de protestation (?) et de ne pas avoir consulté démocratiquement la base!



Sur tous ces événements, E.S. fournit des documents et des informations. On retrouve ici la ligne officielle de l'Internationale communiste qui avait déjà été appliquée dans les années vingt en Allemagne afin de marginaliser les communistes anti-bolchéviques. Il est vrai que l'action de la CGT relevait pour beaucoup d'un activisme de «desesperados» et que les conditions de la clandestinité rendaient impossible — comme le souligne E.S. — l'organisation d'assemblées de travailleurs. Mais pour la CGT l'objectif était tout de même celui de créer une base de pouvoir sur les entreprises occupées d'où le mouvement pourrait s'étendre à l'ensemble de la société sous le contrôle des

REGIME AUTORITAIRE ET PARTI AUTORITAIRE: L'ESSOR DU PCP

C'est sur la compréhension de cette période, qui va de 1930 à 1950, des rapports qui vont se créer entre le PC et le régime salazariste, que les vieux militants de la CGT montreront le plus de clairvoyance. Ils seront les premiers à percevoir (et à oser dire) que le régime autoritaire et le parti autoritaire en clandestinité se légitimaient et se renforçaient mutuellement. Dans la crise générale des organisations communistes en Europe occidentale, le PC portugais constitue (avec le PC italien) un cas à part,

trisme dans les syndicats corporatistes leur a été fort profitable et E.S. a raison de se demander si cette tactique n'expliquait pas déjà l'attitude indécise du Parti lors de la grève générale de 1934 contre la création des syndicats salazaristes. D'une façon générale le Parti a pu récupérer à son profit la tradition de révolte sociale que les syndicalistes avaient maintenue vive dans de vastes régions du pays, dans le sud latifundiaire en particulier. Il est incontestable que cette tradition syndicaliste - révolutionnaire est restée enracinée dans la base du Parti jusqu'au 25 avril 1974. Elle se manifestait par un constant débordement de leurs membres envers

la rumeur publique prétend que le secrétaire général du Parti, A. Cunhal, continue toujours à vivre en semi-clandestinité et que personne ne connaît son adresse...

Très tôt aussi les libertaires portugais ont décelé un certain fil commun entre les conceptions étatiques du Parti et les politiques de l'«Etat nouveau» corporatiste. E.S. rappelle qu'une des premières mesures de celui-ci a été d'instituer les allocations de chômage; mesure réclamée par le Parti comme «socialisante», contre l'avis de la CGT qui voyait là, très justement, un moyen de mieux asservir les travailleurs. Si on a pu dire que «Hitler a bel et bien réalisé le programme de la social-démocratie, mais en se passant de ses services (12)», de même au Portugal la consolidation du salazarisme s'est faite en appliquant des mesures revendiquées par les communistes qu'on réprimait.

LA MARQUE DU TOTALITARISME SUR LA SOCIÉTÉ

Cette longue nuit du régime totalitaire est une spécificité de l'histoire récente de la société portugaise. De 1926 à 1974, la société a vécu sous l'emprise d'institutions autoritaires, les militants politiques persécutés, toute diffusion d'idées interdite, toute attitude de déviance sanctionnée. A l'époque de la révolution espagnole les syndicalistes-révolutionnaires et les anarchistes portugais se trouvaient déjà, depuis dix ans, en clandestinité! On peut prétendre, avec E.S., que cela explique pour beaucoup la faiblesse du débat politique parmi les courants de gauche, y compris au sein des communistes. Au contraire de ce qui s'est produit en Espagne, jamais il n'y a eu, au Portugal, un courant communiste anti-staliniste. De leur côté, les syndicalistes libertaires et des anarchistes étaient, eux aussi, tributaires de ces circonstances, de cet étouffement. L'Union Anarchiste portugaise et l'Alliance Libertaire, créées au début des années trente pour faire contrepoids à l'influence du PCP, resteront des organisations minuscules et sans commune mesure avec la FAI du pays voisin. E.S. — qui représentait



« Les communistes ne votent pas Soares », mur d'usine, Portugal, 1986

(Photo Sylvie Dejean)

travailleurs. Toute contraire était l'optique des communistes pour lesquels le seul but était celui de la prise de pouvoir par le parti. Toute action de masse, fût-elle violente, ne devait servir qu'à renforcer le Parti et non les travailleurs organisés. Du vrai putschisme en somme (9). Le PC portugais s'engagera d'ailleurs par la suite dans cette voie. En 1962 il opte pour une stratégie dite de «soulèvement national armé», au nom de laquelle il suscitera ou organisera plusieurs actions de type putschiste qui jetteront en prison des centaines de militants (10). Il ne l'abandonnera qu'en 1968, six ans à peine avant que le régime tombe victime d'un putsch, militaire cette fois-ci! Ironie de l'histoire...

une exception. Son implantation réelle dans le monde du travail, son sectarisme et sa dépendance envers Moscou ne peuvent se comprendre en dehors de ses origines et surtout sans tenir compte de son histoire spécifique. Très tôt, dès la fin des années vingt, les communistes portugais fonctionnent dans la clandestinité. Le centralisme démocratique et le modèle bolchévique d'organisation s'y adaptent parfaitement. L'appareil vertical et autoritaire a fait plus facilement face à l'Etat autoritaire que la CGT, organisée elle sur une base d'entreprise et guidée par des principes plus démocratiques. Très tôt aussi le PC portugais a pu récupérer la base de la CGT. Dans les entreprises la tactique d'en-

l'action directe (11). Mais la clandestinité explique aussi la rigidité, l'orthodoxie et le sectarisme; l'image mythique et presque religieuse (l'accent mis sur les souffrances et les persécutions) que le Parti a construit pendant le salazarisme. Il n'est pas surprenant que les premières fissures et les premiers problèmes, les premières manifestations de désaffection populaire envers le Parti apparaissent dans les années 80, avec la consolidation de la démocratie parlementaire bourgeoise et avec l'incapacité des communistes à s'opposer efficacement aux effets de la crise. Un fait anecdotique montre bien le besoin du Parti de rester attaché à cette mythologie de la clandestinité. Douze années après la fin de l'ancien régime

en 1936 la CGT au congrès de la CNT à Zaragoza— reconnaît lui-même que les contacts avec la FAI et avec la CNT «étaient circonstanciels, presque inexistant(13)» L'isolement traditionnel entre les deux pays était aussi manifeste dans le milieu libertaire. Un fait significatif, qui montre bien l'arriération de l'activité politique dans le Portugal de l'époque, c'est l'étonnement d'E.S. devant la présence active de femmes dans le congrès de la CNT (14).

LE PACTE GERMANO-SOVIETIQUE DANS LES CAMPS SALAZARISTES

Dans les années qui précédaient la deuxième guerre le PCP continuait, lui, à suivre les zigzags de la politique stalinienne, passant de la ligne «classe contre classe» à celle du «front uni», ouvert à tous les démocrates. Le moment le plus sinistre de tout ce ballet fut sans doute celui du Pacte germano-soviétique. Les libertaires portugais qui partageaient cellules de prison et camps avec les dirigeants staliniens, ont laissé là-dessus des témoignages percutants. En prison au moment du Pacte, E.S. raconte comment les communistes se sont montrés d'abord désorientés pour se ressaisir ensuite et faire l'éloge «de la stratégie et du grand plan de Staline». Mais l'Allemagne déclara la guerre à l'Union soviétique et le Parti annonça sa «Nouvelle politique», appelant à l'intervention du Portugal au côté des démocraties. A ce sujet un petit livre rare est paru il y a quelques années au Portugal : «O segredo das prisoes atlânticas» (Le secret des prisons de l'Atlantique) (15). Il raconte la vie dans les camps de concentration du Cap Vert, entre 1934 et 1950. Son auteur, un militant de la CGT, avait été arrêté lors de la grève de 1943. Comme ils l'ont fait partout ailleurs, les staliniens s'étaient emparés de l'administration et de l'organisation du travail dans les camps. Cela leur permettait de protéger leurs militants et, surtout, de faire survivre l'appareil. Dans le cas portugais, leur tâche était rendue plus difficile par la présence d'un nombre

important de syndicalistes-révolutionnaires et d'anarchistes. Ceux-ci s'étaient aussi organisés à l'intérieur des camps mais refuseront, tout au long de leur détention de collaborer avec leurs geôliers. L'attitude du PCP est restée enregistrée pour l'avenir dans les «archives de l'organisation libertaire du camp», largement utilisées par l'auteur de ce dernier livre. On apprend ainsi que, après le déclenchement de la campagne de Russie, B. Gonçalves, alors secrétaire général du Parti en prison, s'adressa au directeur du camp et lui demanda de transmettre au gouvernement le sentiment patriotique des communistes et leur détermination à partir au front dès que le Portugal entrera en guerre contre l'Allemagne nazie! Dans ce cadre terrible de goulag tropical, où la mort, la torture et la maladie faisaient des ravages, les libertaires portugais ont su se préserver de tout compromis entraînant la perte de leur dignité, gardant un mode de comportement sans reproche. Dans un texte adressé à l'ensemble des prisonniers, ils vont dénoncer l'attitude chauvine et opportuniste du Parti. Ils réaffirmeront leur opposition de principe à toute guerre, leur internationalisme et leur attachement à la révolution sociale, seule alternative à la barbarie guerrière engendrée par le capitalisme (16). De son côté, le directeur fasciste du camp se borna à répliquer au Parti : «Je m'y attendais, mais pas si tôt!» (17)

LECONS DU PASSE QUESTIONS DU PRESENT

Revenons à l'autobiographie de E.S. Il y a certainement beaucoup à dire et à discuter à propos de tel ou tel aspect du livre, de telle ou telle appréciation de l'auteur. Comme toujours, il est facile de lui reprocher ce dont il n'a pas parlé. On peut regretter, par exemple, qu'il ne s'attarde pas plus sur le problème des relations affectives rendues difficiles par la clandestinité. La politique était avant tout une affaire d'hommes mais les conséquences de leurs choix touchaient durement leurs compagnes et leurs enfants. Signe d'une époque heureusement révolue! Malgré toutes

leurs qualités ces hommes restaient très attachés à la morale dominante, ce qui explique en partie l'attitude aujourd'hui conservatrice de ces vieux militants. On songe ici au militant de la CNT de 1936 répliquant à la femme de Durruti qui s'étonnait du traditionnelisme des rapports : «L'anarchisme est une chose et la famille une autre, et c'est comme cela que cela doit être!» (18).

Les libertaires portugais fêtent cette année le centenaire des idées anarchistes au

dualisme et d'impuissance. Il laisse supposer que l'échec du syndicalisme révolutionnaire est dû, avant tout, à l'intervention de l'Etat dans la vie syndicale. Je crois que c'est là une explication trop parcelaire. Certes la phase moderne du capitalisme est caractérisée par une intervention accrue de l'Etat dans l'économie ainsi que dans toutes les sphères de la vie sociale —compensation indispensable et contradictoire aux difficultés du capital privé à assurer la poursuite du système d'exploitation.



Portugal, vitrine de librairie, 1986

(photo Sylvie Dejean)

Portugal. En lisant les mémoires de E.S. on peut justement s'interroger sur le rapport qu'il y a entre ces idées et le monde dans lequel on vit. Depuis les années vingt, qui ont vu l'apogée du syndicalisme-révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme dans la péninsule, le capitalisme a bien changé. A la fin de son livre, E.S. pose quelques questions. Il insiste sur la mise en place de tout un ensemble de mécanismes nouveaux d'intégration des travailleurs; leur atomisation, source d'isolement, d'indivi-

Mais l'essor du syndicalisme intégrateur s'est produit, lui, pendant les phases de développement du capital privé. C'est alors que ce dernier a cédé à l'activité syndicale la fonction de discuter et de gérer le prix de la force de travail. C'est en accomplissant cette fonction que le syndicat est devenu un rouage fondamental de la régulation du système. Ce passage du syndicalisme-révolutionnaire au syndicalisme intégrateur a été pressenti par les anarcho-syndicalistes. Comme les courants marxistes

●●●

de l'époque, ils ont cru que l'action de militants (politiquement conscients et organisés) à l'intérieur de la forme syndicale permettrait de sauvegarder ses potentialités révolutionnaires. Il n'en fut rien. La fonction du syndicat était à jamais délimitée par le capitalisme et la bourgeoisie. Ses principes étant la collaboration et la négociation entre les classes. Tout syndicalisme qui s'en écartera sera réprimé, condamné à la marginalisation. D'autant plus qu'il n'aura pas le soutien des travailleurs qui, dans leur grande majorité, attendent du syndicat la gestion de leurs affaires dans le cadre du système. A première vue cette grille d'analyse ne paraît pas s'appliquer au Portugal, pays ayant vécu du pillage colonial et de l'exportation de la marchandise force de travail, et où l'esprit capitaliste n'a pas dépassé le stade du petit commerce. C'est justement cette absence d'un capitalisme dynamique qui explique, dans ce cas, l'avènement du régime autoritaire. Et c'est pourquoi le mode d'écrasement du syndicalisme révolutionnaire échappe ici à la règle, dans l'impossibilité de le vaincre par l'intégration capitaliste on l'a fait par la répression d'Etat. Au Portugal comme en Espagne — et une fois la parenthèse autoritaire refermée — le syndicalisme reconnu officiellement est celui qui accepte les règles du jeu capitaliste. Les problèmes rencontrés par ceux (et celles) qui militent pour la reconstruction de la CNT viennent en partie de là. Ceci étant ce syndicalisme reconnu éprouve dans ces sociétés encore plus de difficultés à fonctionner qu'ailleurs. Puisqu'il ne s'y est pas enraciné au cours d'une longue période d'essor capitaliste — comme ce fut le cas avec les syndicats de l'Europe du nord —, tout soutien de l'Etat ne peut pas, aujourd'hui, compenser cette faiblesse d'origine. L'existence de secteurs syndicaux plus combattifs et moins conciliants prouve que les mécanismes de l'intégration capitaliste y ont joué un rôle moins important (19). La poursuite de la crise et le rétrécissement de l'espace de négociation peuvent continuer à alimenter ces tendances.

Comme beaucoup d'autres libertaires, au Portugal et ailleurs, E.S. semble conclure que cet échec historique du syndicalisme révolutionnaire peut mettre en question le rôle central des travailleurs dans l'éventuelle transformation de la société. Privilégier les structures territoriales (habitation, loisirs, cadre de vie, etc...), voilà un choix qui soulève plus de problème que de solutions! Ce sont là des espaces que le capitalisme domine encore mieux que celui du travail et ce n'est pas un hasard s'ils constituent, depuis toujours, l'assise fondamentale de la démocratie parlementaire. L'égalité formelle, pierre d'achoppement du monde bourgeois, ne se fonde-t-elle pas sur cette division territoriale, la division électorale où les citoyens se placent au-dessus des classes? Inversement, la soumission au système ne commence-t-elle pas dans la soumission aux rapports sociaux de production, au salariat qui régent la vie de ceux qui travaillent et de ceux qui en sont exclus? Seules des ruptures mettant en question ces rapports peuvent être porteuses d'avenir. Faute de quoi tout mouvement de contestation manquera inévitablement de réel pouvoir sur la société et restera condamné à s'effacer devant l'Etat. Le mouvement polonais de 1980-81 l'a prouvé une fois de plus.

Forme d'organisation du passé le syndicalisme révolutionnaire ne pourra pas ressurgir comme tel dans le monde moderne. Mais il y avait dans ses pratiques et dans ses conceptions tout un ensemble de principes politiques qui annonçaient indiscutablement l'avenir, la possibilité d'une société auto-gouvernée. Dans ce sens, il allait bien plus loin que tous les courants du marxisme autoritaire. Au parlementarisme il opposait la démocratie de base, la délégation non permanente de pouvoir. Contre la soumission à l'intérêt général et contre la conciliation entre les classes, il défendait l'internationalisme et il tournait le dos à toute forme de « pacification sociale ». Il prônait la coalition et l'union entre les salariés, la solidarité; qualités qu'ils devraient développer à partir de leurs propres ressources et

dans la lutte. Au corporatisme, qui fera la force du syndicalisme intégrateur, il opposait, enfin, un type d'organisation qui mettait en rapport les intérêts immédiats des salariés et ses intérêts historiques, c'est-à-dire la subversion consciente de l'ordre social capitaliste. Il me semble qu'il y a là de quoi aider les nouvelles générations à envisager leur opposition à la société actuelle, si différente soit-elle de celle des années vingt. A condition, bien sûr,

qu'un tel désir fasse surface et prenne une forme organisée. Les témoignages et les mémoires des anciens syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes pourraient prendre alors toute leur dimension exemplaire, et pourraient devenir des repères dans le fil retrouvé d'une révolte consciente et maîtrisée contre les systèmes d'oppression et d'exploitation, à l'Ouest comme à l'Est.

Charles Reeve
Paris, octobre 1986



(photo Sylvie Dejean)

N O T E S

- (1) Voir à ce propos: «Eléments pour une histoire du mouvement ouvrier portugais et de sa tendance syndicaliste-révolutionnaire», dans «Portugal, l'autre combat», collectif, Editions Spartacus, Paris, 1975. Il s'agit d'extraits d'un texte de A. Vieira (le dernier secrétaire général de l'Union Ouvrière Nationale d'où est née, en 1919, la CGT), écrit en 1926.
- (2) Depuis la fermeture des frontières françaises, les Portugais cherchent d'autres routes d'émigration. Ils forment aujourd'hui en Espagne la deuxième communauté immigrée, après les Marocains: plus de 100 000 personnes, travaillant dans des secteurs divers, allant des mines asturiennes à la prostitution.
- (3) *Expresso*, Lisbonne, 12 juillet 86.
- (4) Emidion Santana, «Historia de um atentado», Ed. Forum, Lisbonne 1980.
- (5) *A Batalha*, Apartado 5085, Lisboa Codex.
- (6) Emidion Santana, «Memorias de um militante anarcho-sindicalista», Ed. Perspectivas et Realidades, Lisbonne, 1986. Disponible en France à la librairie Publico (145 rue Amelot, Paris 11ème).
- (7) *Ibid.*, p.46 et p.122.
- (8) Déclaration de principes de la Fédération maximaliste, *A Bandeira vermelha* (journal), n.2, Lisbonne, 1919.
- (9) Cette conclusion pertinente que Gorter tirait de l'expérience allemande s'applique aussi bien à l'attitude du PCP pendant les années trente. Voir: «Lettre

ouverte au camarade Lénine», traduction et présentation de S. Bricianer, Ed. Spartacus, Paris, 1979.

(10) Voir à ce propos l'intéressant livre: «Relatos da clandestinidade; o PC visto por dentro» (Récits de clandestinité; le PC vu de l'intérieur), Ed. Expresso, Lisbonne, 1976. L'auteur, S. Marquez, est un ancien cadre du Parti, devenu aujourd'hui député d'un parti de la droite! Le livre a été écrit alors qu'il militait encore dans le milieu de l'extrême-gauche, après le 25 avril.

(11) *Ibid.*

(12) P. Mattick, «K. Kautsky, de Marx à Hitler», 1939; repris en «Intégration capitaliste et rupture ouvrière», Ed. EDI, Paris, 1972.

(13) E. Santana, *Op. cit.*, p.240. La revue *A Ideia* (Ap. 3122, 1303 Lisboa Codex), publie dans son numéro 40/41 quelques témoignages de libertaires portugais ayant participé à la Révolution espagnole. La plupart d'entre eux se trouvaient déjà en exil.

(14) *Ibid.*, p.248.

(15) Acacio Tomas de Aquino, «O segredo das prisoes atlanticas», Ed. Regra do Jogo, Lisbonne, 1978

(16) *Ibid.*, p.132-138.

(17) *Ibid.*, p.139.

(18) H. Magnu Enzenberger, «Le bref été de l'anarchie», Ed. Gallimard, 1975, p.104.

(19) C'est le cas avec les tendances syndicales «assembléistes» en Espagne, parmi les dockers, les travailleurs des chantiers navals et les salariés agricoles andalous.

COLLOQUE UTCL: LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE, LA RECHERCHE D'UNE ALTERNATIVE OUVRIERE

Les samedi 29 et dimanche 30 novembre la revue LUTTER a organisé un colloque-forum sur «Le syndicalisme révolutionnaire, la recherche d'une alternative ouvrière». Un sujet qui n'était pas évident vu la sinistrose syndicale et plus généralement ouvrière ou salariale actuelle. C'est un sujet qui a pourtant trouvé toute son actualité potentielle à la lumière des luttes étudiantes brusquement ressurgies du néant où tout le monde les croyait enfouies.

La caractéristique des grands mouvements «revendicatifs» (au sens large) est justement de se produire au moment où on ne les attend pas en amenant avec eux une prise de conscience extrêmement riche et rapide. Dans les intervalles, trop souvent on désespère et on se rallie parfois aux éternels tricoteurs de l'ordre, de la reproduction sociale pour qui rien ne peut jamais arriver d'imprévu, de nouveau, de différent.

La présence à ce colloque forum de très nombreux militants, liés de façons diverses au mouvement syndical et ouvrier, montre de toute façon que la désespérance n'est pas générale, que des noyaux ou des réseaux militants se

maintiennent contre vents et marées pour être là, avec toute la mémoire du mouvement ouvrier, lorsque de nouveau le vent de la lutte salariale soufflera.

Cette présence montre, ceci dit en passant, que la revue LUTTER et le petit groupe qui s'organise autour d'elle, sont effectivement capables, pratiquement pourrait-on dire, de permettre un débat où, comme ils le souhaitent, on puisse s'exprimer «librement sur l'avenir du syndicalisme», «où les organisateurs n'entendaient pas imposer un quelconque point de vue». Evidemment, de la part de libertaires on n'en attendait pas moins. Mais c'est une pratique qui finalement n'est pas si courante dans les différentes tribus du mouvement anarchiste; et que ce soit cette tribu là qui justement le fasse était tout de même à signaler.

Sur les débats eux-mêmes, je ne me sens pas capable de faire un compte-rendu exhaustif; peut-être que LUTTER en rendra compte. Certains m'ont paru très intéressants, d'autres moins. Mais ce point de vue est forcément très subjectif.

Des questions pour finir, de façon sûrement un peu maladroite, mais histoire de relancer le débat:

- Comment expliquer que la grande ouverture de l'UTCL sur l'«extérieur» ne serve pas d'avantage au mouvement libertaire en général à s'ouvrir sur l'extérieur?

- Cette ouverture exige-t-elle (je laisse parler mes phantasmes pour qu'on me démente ou qu'on me rassure) nécessairement un fonctionnement «gauchiste», donc «tactique», suffisamment sûr de sa discipline interne, de la justesse de sa ligne politique, de son programme, pour affronter les autres sur la pratique, syndicale ou autre?

- La grande liberté et la grande diversité qui règnent dans le gros du mouvement libertaire suffisent-elles à une vie de tribus nettement repliées sur elles-mêmes, sur leurs ressources internes et leurs méfiances vis à vis d'un monde extérieur pourtant si riche de potentialités libertaires mais non libélisées?

- Des questions naïves mais que l'on pourrait peut-être discuter.

Daniel

LUTTER

Cher ami,
Je ne me réabonnerai pas à ta revue car je ne l'aime pas. Le ton y est trop souvent à l'ironie, au persiflage, pire, à la haine; ce qui est contraire à mon idéal de fraternité universelle.

La citation donnée en conclusion du dernier numéro est tout un programme. Je cite: «L'humanité sera heureuse quand on aura pendu le dernier religieux avec les tripes du dernier capitaliste.

Je redoute, si vous aviez un jour un quelconque pouvoir (ce que vous dites refuser vous les anarchistes) que vous utilisiez vous aussi la pendaison ou autre torture pour faire prévaloir vos idées.
Fraternellement,

Yves B.

- La citation que tu fais n'est pas à proprement parler de nous, mais elle est extraite d'une des quatre affiches d'OSTIE que nous avons reproduites en dernière page du n. 70 à titre d'illustration et d'information. Ce fut notre tort de ne pas l'avoir indiqué plus clairement.

- Le problème de la violence et/ou de la haine n'est pas simple. Nous ne sommes pas des gens haineux, mais nous ne sommes pas des saints et nous sommes souvent en colère. Cf. l'article d'Alain.

IRL

OFFRE SPECIALE AUX LECTEURS D'IRL

ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE

- Interrogations sur l'Autogestion, 1979, 108 p., 18 F.
- L'Imaginaire Subversif, 1980, 194 p., 60 F.
- Sociobiologie ou Ecologie Sociale, Murray Bookchin, 1983, 52 p., 24 F.
- Femmes, Pouvoir, Politique, Bureaucratie, 1984, 140 p., 30 F.
- Le Pouvoir et sa Négation, 1984, 140 p., 33 F.
- L'Œuvre et l'Action d'Albert Camus dans la Mouance de la Tradition Libertaire, Teodosio Vertone, 1985, 50 p., 30 F.
- Pa Kin, le Coq qui chantait dans la Nuit, Jean-Jacques Gandini, 1985, 48 p., 24 F.
- Un Anarchisme Contemporain - Venise 84
Vol 1: Anarcho-syndicalisme et Luttas Ouvrières, 1985, 104 p., 56 F.
- Vol 2: Aventures de la liberté, 1985, 80 p., 44 F.
- Vol 3: L'Etat et l'Anarchie, 1985, 120 p., 58 F.
- Vol 4: La Révolution, 1986, 104 p., 56 F.
- Colloque autour du Pouvoir (textes perus dans IRL), 1985, 21x30, 32 p., 20 F.
- Ciao Anarchici (250 photos sur la Rencontre Internationale de Venise 1984) 1986, 110 p., grand format, co-édition internationale, 90 F.
- Explosions de Liberté, Espagne 36 - Hongrie 56, Frank Mintz, 1986, 204 p., 78 F.
- Anarcho-syndicalisme et Communisme: Saint-Etienne 1920-1925, Daniel Colson, préface de Pierre Ansart, 1986, 230 p., 120 F.
- Georges Sand ou ces Dames voyagent, Thérèse Plantier, 1986, 96 p., 52 F.
- Les Nouvelles de la Combe, Louis Ségéral, 1986, 107 p., 48 F.
- A l'Origine de la Révolution Chinoise: les Anarchistes, Jean-Jacques Gandini, 1986, 240 p., 82 F.

TOTAL - 30 %

Bon de commande à retourner à ACL 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon
Chèque à libeller à l'ordre de ACL CCP 57 24 59 L LYON
NOM PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

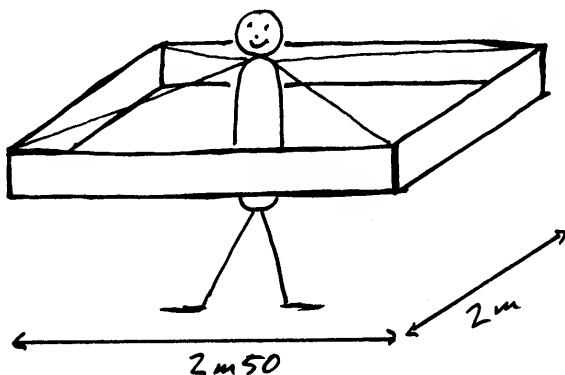
Contre la bagnole

uite à certains évènements contondants entre un camion et moi, et suite à un ras-le-bol ancien et croissant, j'ai décidé de militer franchement contre la bagnole et compagnie. J'ai tâté le terrain, en particulier chez les gens-qui-militent. On m'a dit que je m'attaquais à un gros morceau. D'autres, ça les fait rire. Pourtant, ça intéresse quand même certains, militants ou pas militants. J'aurais été très malheureux d'être le seul écœuré.



Le vélo, moyen de transport moderne et pratique.

Dans le bus, le métro, vous êtes souvent trop serré. Pour y remédier, il suffit de s'attribuer 5 m² comme le font les automobilistes, au moyen du dispositif suivant :



Matériel : 2 planches de longueur 2 m, 2 planches de longueur 2,5 m, 2 fils de fer de longueur 3,5 m pour permettre de poser le tout sur les épaules.

Il reste seulement à trouver le moyen de monter dans le bus ou dans le métro avec ce dispositif, surtout aux heures de pointe.

Dans les années 70, des tas de gens étaient contre la bagnole. C'était presque un lieu commun. A l'époque, on n'était pas forcément *ou* libertaire *ou* écolo ; on pouvait être tout naturellement les deux. Aujourd'hui, ça fait rigoler certains militants d'être contre la bagnole. Les petits oiseaux, le calme dans les oreilles, l'air pur, le droit à l'existence des hérissons, la sécurité (eh oui!), ça n'est plus assez politique.

Pourtant, la bagnole, à ce jour, a causé au moins autant de dommages, de pollution, de souffrance et de mort que le nucléaire. « Ah oui, mais le nucléaire, c'est pas que de la pollution, c'est une question de société. ». Et la bagnole, c'est pas une question de société ? Et la souffrance du hérisson, les 30 deuils par jour, c'est pas politique ?

Je crois aussi qu'être contre la bagnole fait rire parce que le sans-bagnole, enfant, hérisson ou cycliste fait rire, comme les faibles en général. Nous sommes tous des brutes quelque part mais je suis contre la brutalité.

Selon certains, c'est excessif d'être contre la bagnole. Ils sont contre les abus de la bagnole. Je ne connais personne qui m'ait dit être pour les abus de la bagnole. Où commence l'abus ? Moi, je suis contre l'abus de la bagnole, par exemple :

- contre l'utilisation pour se rendre au travail ;
- contre l'utilisation pour les achats domestiques courants ;
- contre l'utilisation pour les déplacements quotidiens en ville comme à la campagne ;
- contre l'utilisation pour le week-end ou pour les voyages.

Je ne suis pas contre son emploi en urgence médicale, par exemple. Je ne veux pas vous faire un catalogue.

ENUMERATION TRES INCOMPLETE DE QUELQUES RAISONS POUR ETRE CONTRE LA BAGNOLE

La bagnole est une histoire de force. Déjà par son existence même, chaque bagnole occupe au moins 5 m², de force. Je voudrais bien qu'on me donne à moi aussi 5 m² dans la rue. Cela représenterait plus, par personne et par étage, que la surface de mon appartement. Je pourrais y planter des tomates, ou y ranger des affaires.

Quand elle roule, la bagnole occupe bien plus que ça. On appelle ça la chaussée. Peut-être 30% de la ville, sûrement plus de la moitié de l'espace public, sont pour le non-automobiliste zone dangereuse, agressive et violente.

Tout le monde le sait, mais c'est trop gros, trop visible pour qu'on le voie.

La bagnole pollue. Elle tue la forêt. Elle salit les poumons. elle coûte cher. Elle oblige au crédit, au travail, au sala-

riat. Elle coûte en moyenne 3000 F par foyer. Elle fait du bruit, pour ça il y a des tas de gens qui demandent à Sandoz de les aider à dormir. D'autres, tuent.

La bagnole tue la ville, elle la gonfle. On démolit des immeubles anciens pour élargir la rue. On détruit des quartiers entiers. Plans de circulation, parkings et échangeurs. La surface de parking devant les immeubles dépasse souvent l'emprise au sol de ces immeubles.

La structure de la ville échappe de plus en plus à ceux qui y habitent. A qui profite la distance croissante entre l'habitation et le lieu de travail? En tout cas, la bagnole en fournit le moyen.

La bagnole, c'est souvent le seul objet de valeur que possèdent les gens. Elle cristallise tout le sentiment de propriété familiale, l'individualisme, la rivalité, la «liberté» moutonnaire.

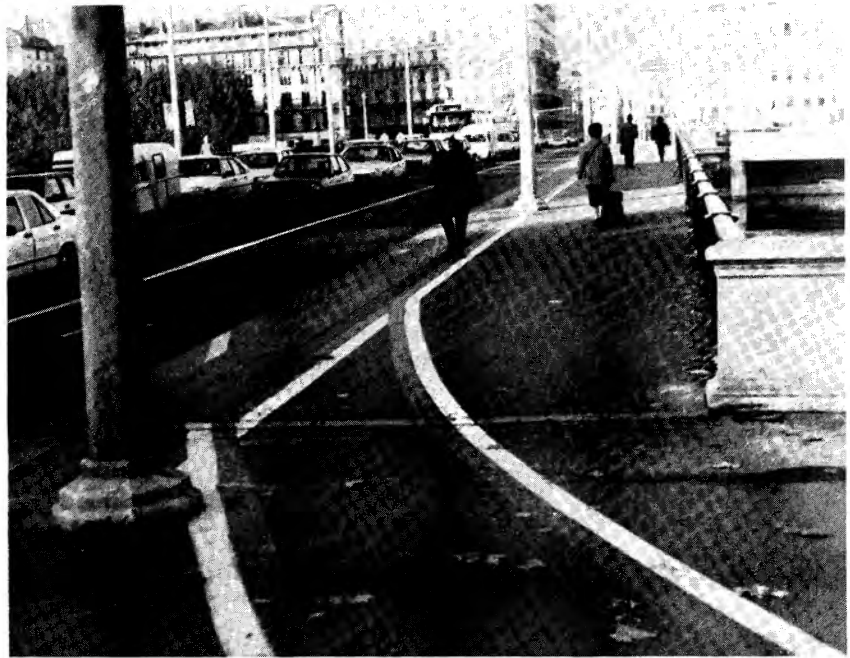
Je crois aussi que la bagnole a avoir avec l'exploitation du tiers-monde.

La bagnole bloque les bus, elle dissuade les cyclistes.

La bagnole n'est pas rentable. Son seul avantage est de faire payer aux autres et aux générations futures le prix de son propre confort et de sa propre vanité. En vélo, j'ai peur. Je paye pour les automobilistes.

DES TAS DE GENS SONT D'ACCORD EN THEORIE

Des tas de gens me disent qu'ils ne pourraient se passer de bagnole. Je ne suis pas spécialiste ès moyens de s'en passer; pourtant, j'y arrive, moi. «Les vieux ne peuvent pas rouler en vélo, c'est trop fatiguant». Parce que les vieux, ils roulent en bagnole? La plupart font leurs courses à l'épicerie du coin, et ils payent le prix fort, ce qui est normal, parce que les pas-vieux-jeunes-et-dynamiques vont faire les leurs à Auchan en bagnole. Quand les vieux sont trop miro pour traverser sans se faire écraser, comment faire? Il n'y a plus que l'hospice.



A Lyon, c'est sur l'espace des piétons que la municipalité prélève les quelques centaines de mètres de piste cyclable.

Je ne suis pas pour les pistes cyclables, je suis pour les pistes bagnolables.

Peut-être certains ne peuvent-ils vraiment se passer de bagnole. Peut-être Sandoz ne peut-il se passer de polluer. «Je suis artisan, j'ai mon matériel à trimballer sur les chantiers.» S'il n'avait pas le droit de polluer mon oxygène et de menacer ma vie, il fermerait boutique, cet artisan? Comme Sandoz? Evidemment, Sandoz c'est pas pareil, c'est un gros. Les 25 millions d'automobilistes sont des petits. Et tous n'écraseront pas des cyclistes. Seulement 700 d'entre eux chaque année. Et je ne sais pas combien pour les piétons.

Je suis perplexe. Je ne veux pas censurer les uns et les autres, décider à leur place. Automobilistes, je ne vous demande pas de me convaincre que vous

ne pouvez faire autrement. C'est votre conscience. Seulement, vous m'emmerdez, vous me marchez sur les pieds, collectivement et en détail, et je tiens à le faire savoir.

David

Actions envisagées (en vrac):

- Autocollant(s) à coller sur les bagnoles pour leur faire honte;
- Manifs pour bloquer la circulation;
- Manifs à l'occasion des écrasements de cyclistes, patinistes, piétons, etc. par les bagnoles;
- Actions contre les salons de la bagnole;
- Actions contre les pubs à bagnoles;
- Etcétera.

Contactez-moi, on aura moins froid.

C O M B I E N C O U T E V O T R E V O I T U R E ?

Dans "ENERGIE ET EQUITE", aux éditions Seuil, Ivan ILLICH expose le paradoxe suivant: " L'Américain type consacre plus de 1500 heures par an à sa voiture: il y est assis, en marche ou à l'arrêt; il travaille pour la payer, pour payer l'essence, les pneus, les péages, l'assurance, les contraventions, et les impôts. Il consacre 4 heures par jour à sa voiture, qu'il s'en serve, s'en occupe ou travaille pour elle. Et encore ici ne sont pas prises en compte toutes les activités orientées par le transport: le temps passé à l'hôpital, au tribunal ou au garage; le temps passé à regarder la publicité à la télévision, le temps passé à gagner de l'argent pour voyager pendant les vacances.. A cet Américain, il faut donc 1500 heures pour faire en moyenne 10 000 km de route. 6 km lui prenant donc 1 heure"

"Dans les pays privés d'industrie du transport, les gens atteignent cette vitesse et l'orientent vers n'importe quelle destination par l'usage de la marche: ils consacrent à cet effet 3 à 8 %

du temps social. Ce qui différencie la circulation dans les pays riches et dans les pays très pauvres n'est donc pas une plus grande efficacité, mais l'obligation de consommer à hautes doses l'énergie conditionnée par l'industrie du transport"

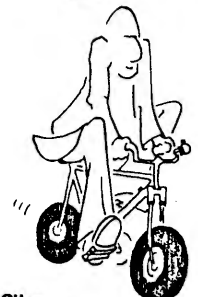
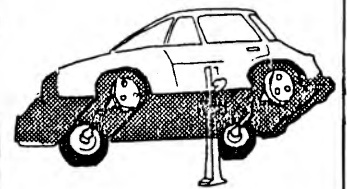
Janine BREMOND, dans la CIVILISATION DE L'AUTOMOBILE (éditions Hatier), a essayé de transposer ces calculs à la situation française, en tenant compte des revenus de l'utilisateur et du type de son véhicule. Les résultats sont les suivants:

. Le cadre supérieur avance à une vitesse de 14 km/h si il roule en bicyclette, à 14 km/h en 2 CV, 14 km/h en simca 1300, 12 km/h en DS21.

. L'employé roule à 13 km/h en bicyclette, puis respectivement 12, 10 et 8 km/h pour les autres véhicules.

. L'ouvrier roule à 13 km/h en bicyclette puis respectivement 10, 8 et 6.

. Le salarié agricole roule à 12 km/h en bicyclette puis respectivement 8, 6 et 4.



Extrait de Silence, dossier «La vélorution», mars 1983.

Réflexions sur l'éducation

EN PASSANT PAR CARCASSONNE

A quoi bon un colloque sur l'éducation? Les discussions qui ne passionnent plus guère, des expériences qui survivent dans l'hostilité d'une société en marche vers le modernisme libéral et cohabitationniste, d'autres qui se cassent la gueule, est-ce bien raisonnable de parler de tout ça? Mais ce type de colloque vaut aussi par ses rencontres, ses contacts autour du repas ou du café, par la vie qui en ressort. Alors merci au CEREL (Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Expression Libre) de nous avoir offert ce moment sympathique, où nous avons échangé nos espoirs, nos déceptions et nos certitudes. Avec l'envie irrésistible de continuer. C'est déjà pas mal, non?

Environ 70 à 80 personnes sont passées chaque jour. La manif de la FEN à Paris le dimanche a sans doute justifié quelques absences, même chez les intervenants.

Lyon-Carcassonne, ça fait une tirée! J'ai donc raté le début du colloque et l'intervention de Marie Claire Calmus. Ce qu'elle a dit a été centré sur «l'enseignement au féminin», après une description du système dans lequel est dispensé cet enseignement. Dans certains établissements à dominante masculine (LEP, par exemple), l'enseignante a longtemps été (et est encore) une imitation du «mâle», de son autorité, et de ses certitudes hautaines. Aux femmes donc de prendre conscience de ce fait, et d'affirmer leur féminité, dans et hors lycée d'ailleurs, bien entendu. Et cela passe par une affirmation de l'importance du corps, afin que celui-ci soit reconnu comme autre chose qu'un corps objet. Pour M.C. Calmus cette affirmation s'est concrétisée par le théâtre, en classe, avec ses élèves, et sur la place publique (devant Beaubourg, par exemple). Mais l'institution a du mal à tolérer de telles pratiques. Le féminisme

reste à imposer, dans un système scolaire hautement masculin, dans ses structures et dans sa hiérarchie.

Ensuite, le LEPMO d'Oléron (Lycée Expérimental Polyvalent Maritime de l'île d'Oléron) est venu nous conter son histoire, ses difficultés, son cheminement. Né en septembre 1982, dans la tournée «Savary» des expérimentations, c'est un petit frère du lycée autogéré de Saint-Nazaire, plus connu (il



ya aussi Paris et Caen, je crois). Mais qui dit petit frère ne dit pas forcément similaire. Le LEPMO a sa spécificité, dans ses activités liées à la mer, et dans sa vie quotidienne. C'est un lycée autogéré à tous les niveaux, où l'assemblée générale est reine. D'après la description qui nous est faite, chacun, professeurs et élèves, y semble bien. Des problèmes existent, évidemment, mais ils se règlent. Et les élèves, après un moment d'adaptation plus ou moins long, sont tout à fait capables de gérer leur liberté. Etonnant, non? Dommage qu'il faille toujours coller une étiquette «expérimental» à tout ce qui se passe d'intéressant dans l'Institution! A suivre donc, dans la situation politique nouvelle.

Après l'expérimentation, la lutte à l'intérieur du système. Emmanuel Bouterin, nous a montré comment, dans une région aux difficultés climatiques et économiques très particulières (les Alpes de Haute-Provence), une lutte pour la sauvegarde des classes uniques a amené des transformations pédagogiques majeures. Dans ce département à dominante rurale, 43% des

moyens modernes de communication (audio-conférence, télématique, etc...)

Deux expériences sont donc en cours depuis 1978 (officialisées en 1981) dans les cantons d'Anot et Entrevaux (deux des plus isolés):

— école rurale et communication. Il s'agit d'une journée de regroupement pédagogique chaque quinzaine, à dominante d'éveil (artistique, scientifique ou informatique) ou sportive. Les recherches entreprises sont continuées dans les classes, au retour.

— les équipes mobiles d'animation. Il s'agit de deux camionnettes aménagées (vidéo, documentation, diapositives, etc...) qui se balladent d'une école rurale à l'autre, à la demande des instits des villages. Ceci, bien évidemment, en complémentarité avec l'expérience citée ci-dessus.

Ces deux expériences durent maintenant depuis 6 à 7 ans. Elles ont permis le maintien des classes, ont regroupé les instits, les parents et les mômes. Ce n'est pas la révolution pédagogique, mais c'est une prise en main des problèmes d'une région par les gens eux-mêmes. C'est déjà pas mal!

classes sont des classes uniques (elles fonctionnent avec tous les niveaux scolaires), ayant parfois très peu d'élèves (3 ou 4). Depuis les années 70-75, se pose inéluctablement, et à chaque rentrée, le problème de la fermeture de ces classes, sachant qu'une classe fermée équivaut à la mort du village. Une bagarre d'ordre syndical très virulente (le département est majoritairement Ecole Emancipée, tendance syndicaliste révolutionnaire de la FEN) s'est enclenchée. Mais il est apparu à tous les enseignants que si l'on voulait maintenir les classes uniques, il était indispensable de casser l'isolement entre ces classes. Pour cela ont été mis en place des regroupements périodiques d'élèves, sur des objectifs précis, s'appuyant sur les

Le soir, après dîner, il était bien tard, et la fatigue commençait à nous gagner. Patrick Boumard nous a réveillé, à grands coups de boutoir dans nos certitudes pédagogiques et politiques. Pour lui, en résumant brièvement, le débat instruction/éducation lancé par Chevènement, est un faux débat, puisque l'instruction ne peut exister seule. Elle est toujours pieds et poings liés au service d'une morale (religieuse, laïque, étatique et/ou libérale). Sachant cela, il faut combattre le pouvoir sur les autres, afin d'augmenter le pouvoir de l'individu à progresser. Et ça ne peut se faire qu'en se positionnant de manière claire par rapport à l'institution. Pour Boumard, la seule position réellement libertaire est celle de C. Baker:

en dehors des institutions. Reste qu'on peut quand même chercher une alternative: par exemple en reconnaissant le groupe d'élève comme institutionnel, afin de relativiser le pouvoir de l'enseignant. En attendant cette reconnaissance institutionnelle, notre rôle doit contribuer à ouvrir des brèches de toute part, toujours plus larges! Alors, creusons...

Après ces perspectives bien sympathiques, les plus courageux ont revu avec plaisir «Padre Padrone», le film des frères Taviani. Les autres ont sauté d'un coup au petit déjeuner, puis ont suivi, ou participé au débat sur l'éducation populaire, le dimanche matin, avec Jean-Claude Bouchareu (du CEREL) et Pierre Lagarde, militant de l'éducation populaire occitane depuis fort longtemps. Il s'agissait d'une table ronde qui nous a permis d'échanger autour du problème crucial du «comment intervenir» sur le terrain culturel et éducatif: quelle position face aux élus? aux subventions? Quelle place pour les structures alternatives dans un système qui normalise tout? Sauf une marge tolérée, utile à ce système (Le Coral, bien que en dehors de l'Institution, a une fonction très précise, puisque même les juges y placent des mômes. Alors, où est l'alternative? Quelles limites?). Reste tout de même que si on veut élargir cette marge, le système réagit, se défend, et que l'affrontement devient inévitable.

Chacun a, bien entendu, une réponse à cette foule de questions. Il est malgré tout important de les poser, et de se regrouper pour essayer d'y répondre. Car, quelle que soit la position éthique de chacun, il semble évident que seul un rapport de force en notre faveur pourra ébranler le système (ouvrir des brèches?). Et ce rapport de force, il faut le construire. En se contactant, en discutant, en échangeant, comme à Carcassonne. Et en défendant les copains en lutte face à la répression. Comme Sigala.

Une p'tite bouffe après ces grandes considérations sur la difficulté d'intervenir au quotidien... Puis, Michèle Carlier et Patricia Delebarre viennent nous parler, avec beaucoup

d'émotion, d'une expérience qui a eu lieu dans l'Institution, pour se finir... assez mal, puisque chacune des personnes impliquées a connu des fortunes diverses qui, de toute façon, ont fait arrêter l'expérience. Quinze années de boulot à Roubaix, un bouquin, *La limace bleue*. Un déplacement d'office pour les deux instigatrices, qui se retrouvent à Orly. Deux années, où tout a recommencé comme avant. Et puis, le couperet du Ministère est de nouveau tombé, plus ou moins directement (nouveaux déplacements d'office, démissions, retraite anticipée, mise en disponibilité). L'objet du délit: faire d'une école maternelle un lieu de vie, un lieu où chacun trouve son compte, quel

chemin des urnes, du modernisme triomphant, de la bouffe macrobiotique, du jogging, voire même de la création d'entreprises façon Tapie. Tout ça, on est bien obligé de le constater, quoi qu'on en pense. Au niveau éducation, les seules alternatives restantes sont dans l'Institution (lycées autogérés par exemple), accompagnées par la rénovation pédagogique.

Mais alors, pourquoi en est-on là? La réponse de J. M. Raynaud est claire: dans les années 70, il y a eu un refus de prendre en compte le caractère global de l'alternative. On se battait sur ce qu'on appelait à l'époque les fronts secondaires, sans prendre en compte le principal: l'opposition à un système. Les alter-

mais il faut commencer par avoir la volonté de se rencontrer, et balayer devant nos propres sectarismes. Bref, travailler ensemble dans la même direction, afin d'élargir toutes les perspectives de rupture globale et définitive avec le système.

La dernière intervention était celle de Pierre Baccou, de la Calandreta de Béziers. Il s'agit d'une école occitane, gratuite et laïque. Il en existe huit autres dans la région, nées d'une revendication culturelle et linguistique régionale. Leur fonctionnement est très inspiré des techniques Freinet. Une expérience tout à fait intéressante, semble-t-il. Malheureusement, la route vers Lyon m'attendait, et je



que soit son âge, son désir. Un lieu ouvert (suppression des clés), un lieu vivant (des meubles non scolaires, des graffitis), un lieu... humain, serait-on tenté de dire, tout simplement. Bref, nos deux amies nous ont rappelé cruellement que l'Education Nationale sait très bien ce qu'elle ne peut pas tolérer!

Jean-Marc Raynaud, après avoir situé l'acte d'éducation dans une dynamique sociale, a dressé un bilan de 15 années d'alternatives post-soixante huitardes. On est passé des «seventies» fleurissantes, où chacun y va de son école parallèle (à quoi?), de sa colo autogérée, de sa coopérative ouvrière, etc... aux années 80 qui, elles, paraissent bien moroses. L'alternative a pris le

natifs de l'époque ont été impuissants à dynamiser l'alternative. Ils ont refusé de poser le changement en termes sociaux et politiques. Le problème est donc, pour l'alternative dans les années 80, de généraliser la subversion pour aller vers la rupture avec le système dominant. Les expériences sont forcément complémentaires si on se place dans une perspective de rupture globale.

Le débat qui a suivi a montré que nous étions tous conscients de ce problème. Reste à trouver (à créer?) des lieux de rencontre, afin de relier tout ce qui se fait. Un tel colloque est, peut-être, une première pierre. A chacun de faire connaître ce qu'on a dit, ce qu'on a fait. Coordination et fédération, sans aucun doute;

n'ai pas pu assister à toute l'intervention, ni à la clôture du colloque. Désolé...

que de telles rencontres sont à maintenir, à multiplier (sous des formes diverses, bien entendu). Elles sont la base d'une coordination de presque (...) tout ce qui se fait ici et ailleurs. A nous de faire rimer coordination et action.

L'ACL envisage de publier les actes du colloque. Car nous pensons que ce que l'on fait gagne à être connu! En espérant que, au-delà de tous ces échanges, nous saurons construire une alternative radicale. Car comment se satisfaire d'un système qui a engendré la notion exécrationnelle d'Education Nationale?

Jean-Michel

JOEL FIEUX

PAROLES ET ECRITS

! Salut y Revolution Social !

Joel

P.S: (il ne pasarem !).

ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE LYON

à commander à a.c.l.

40 francs